



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2670
4 octobre 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



STEPHANIE

Chirac

**Un homme
du capital**

Page 3

Sécurité sociale

**Un "trou" creusé
par le patronat**

Page 6

Hôpitaux

**Mobilisations contre
la dégradation**

Pages 11 et 14

LEUR SOCIÉTÉ

Chirac: un serviteur du capital 3
 Les bonnes affaires 3
 Droite: dure semaine 3
 Rouen: Lubrizol doit payer! 4
 Sites Seveso: de moins en moins contrôlés 4
 École maternelle Méhul - Pantin: suicide de la directrice 5
 PCF: combattre l'extrême droite ou alimenter son discours? 5
 Montpellier: les droits de l'homme entravent la circulation 5
 Démagogie de comptoir 5
 Déficit de la Sécurité sociale: les gilets jaunes ont bon dos 6
 Cotisations chômage: patrons choyés, précaires volés 6
 Exonérations patronales: un puits sans fond 6
 Salaires: les charges sont pour les travailleurs 6
 Suppression de l'ISF: bonne affaire pour les riches, pas pour l'emploi 6
 Électricité: vers une nouvelle hausse 7
 Assurance chômage: non au recul des droits 7
 Rennes: soutien aux migrants 7
 Région parisienne: travailleurs sans papiers en lutte 7

DANS LE MONDE

États-Unis: c'est le système qu'il faut destituer 8
 Troisième semaine de grève chez General Motors 8
 Qatar: les forçats d'un jour et les condamnés à perpétuité 9
 Dieselgate: un procès écran 9
 Mali: les réfugiés de l'intérieur oubliés par l'État 9
 Turquie: liberté pour Grup Yorum! 9
 Autriche: la droite en tête, vers quelle alliance antiouvrière? 16
 Grèce: l'incendie de Moria, résultat d'une politique barbare 16
 Condamnation de Louisa Hanoune: un règlement de comptes politique 16

ENTREPRISES

Mulhouse: non-assistance! 11
 Amiante: manifestation nationale des victimes 11
 Auxiliaires de vie - Somme: pas de travail sans paye 11
 Septembre-octobre 1989: les usines Peugeot de Mulhouse et Sochaux en grève pour les salaires 12
 Continental AG 13
 Euralis - Yffiniac 13
 PSA - Poissy 13
 Clinique Ambroise Paré - Toulouse 14
 CHU de Rennes 14
 Maternité de Tourcoing Hôpital de Beaumont-sur-Oise 14
 Michelin - Cholet 15

IL Y A 70 ANS

Le 1^{er} octobre 1949: proclamation de la République populaire de Chine 10

AGENDA

Les fêtes de Lutte ouvrière 3
 Le Cercle Léon Trotsky 16

Lubrizol: quand les capitalistes jouent avec nos vies

Depuis jeudi, les médias enchaînent les éditions spéciales pour rendre hommage à Chirac. Leur fascination pour les hommes de pouvoir a fait passer le reste de l'actualité au second plan, y compris l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen.

Il est encore trop tôt pour connaître toutes les conséquences de cet accident chimique sur la santé publique et l'environnement. Rappelons-nous qu'il a fallu trois mois pour réaliser que l'incendie de Notre-Dame de Paris avait engendré une pollution au plomb dangereuse pour les riverains, les enfants en particulier.

Mais, comme toujours, les autorités minimisent les risques. Pendant l'incendie, le préfet, le maire de Rouen et pas moins de quatre ministres se sont relayés pour rassurer la population.

Tout en expliquant que les fumées n'étaient pas toxiques, ils ont fait fermer les écoles d'une douzaine de communes pendant trois jours. Ils ont demandé aux agriculteurs de suspendre leurs récoltes et à la population de rester confinée. Il y a eu des problèmes respiratoires et des maux de tête. La Seine a été polluée. La suie a recouvert jardins, maisons, champs et animaux. Alors, on comprend l'angoisse des habitants. Et cet énième accident a de quoi tous nous inquiéter.

L'usine Lubrizol, bien que située à 3 km du centre-ville et entourée d'habitations, était répertoriée Seveso « seuil haut ». Elle était donc censée faire l'objet d'une surveillance renforcée, et elle s'est avérée être une véritable poudrière.

Il y a en France 705 sites industriels et chimiques classés à ce niveau de dangerosité, eh bien ce sont 705 AZF en puissance! Car, sur le fond, rien n'a changé depuis 2001 et l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, qui avait fait 31 morts et 2500 blessés.

On sait désormais qu'AZF, la filiale de Total, a explosé suite à une série de négligences. L'explosion a été provoquée par le dépôt accidentel du contenu d'une benne de déchets à un endroit qu'il ne fallait pas. Elle s'explique par le manque de contrôle, de formation et de personnel, qui est censé tout faire de plus en plus vite. Toutes choses que l'on peut constater dans nombre d'entreprises aujourd'hui.

Ces usines font courir des risques insensés aux travailleurs et à la population, parce que la recherche de profits finit toujours par prendre le pas sur la sécurité.

Les pouvoirs publics forcent-ils les entreprises à être plus transparentes? Donnent-ils les

possibilités légales aux travailleurs de signaler les manquements? Lèvent-ils le secret industriel? Pas du tout! Lorsqu'un incident survient, les responsables politiques, voire la justice, sont toujours très compréhensifs.

L'usine Lubrizol n'en était pas à son premier accident. En 2013, cette usine, qui appartient à un groupe financier propriété du multimilliardaire Warren Buffet, a été à l'origine de l'émission d'un nuage de gaz malodorant senti jusqu'en région parisienne et au sud de l'Angleterre. Elle fut alors condamnée à 4000 euros d'amende pour négligence. Un voleur de scooter pourrait être plus lourdement condamné!

Deux ans plus tard, elle a déversé plusieurs milliers de litres d'huiles dans le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Eh bien, cela ne l'a pas empêchée de décrocher en 2019 une autorisation d'extension de ses activités!

Du scandale de l'amiante au Dieselgate, en passant par le Mediator des laboratoires Servier et la Dépakine de Sanofi, nous savons que le grand patronat n'a aucun scrupule à prendre le risque de nous empoisonner, du moment que les profits sont là. Et, comme l'affaire du Mediator en témoigne, cela se fait souvent avec la complicité des autorités et de ceux censés contrôler industriels et laboratoires.

Alors oui, il y a de quoi se méfier des pouvoirs publics comme du grand patronat. Ils sont tous liés les uns aux autres. Ils sont tous ô combien respectueux des intérêts des grands trusts et de leur image, la planète dût-elle en crever!

Aujourd'hui à Rouen, des habitants et des associations s'organisent pour demander des comptes, et ils ont raison. Mais, là encore, c'est l'action organisée et collective des travailleurs qui sera décisive.

Notre société utilise la chimie, le gaz, le pétrole, l'énergie nucléaire. Mais ces activités dangereuses ne doivent pas être soumises au profit privé. Les salariés de ces entreprises sont capables de les contrôler et de les dénoncer, en association avec la population qui s'en préoccupe et se mobilise.

Oui, en plus de lutter contre le grand patronat pour leurs salaires et leurs conditions de travail, les travailleurs ont à combattre l'irresponsabilité de tout un système qui nous menace en permanence.



ISOPIX

Chirac : un serviteur du capital

Les médias ont diffusé en boucle la fable d'un Chirac proche du peuple, humaniste et pourfendeur du racisme. Loin de cette fiction, toute sa vie fut celle d'un politicien prêt à tout pour parvenir au pouvoir, serviteur des puissants et défenseur de l'ordre impérialiste.

Sa carrière commença en 1962, dans le cabinet de Pompidou, alors Premier ministre de De Gaulle. Élu député de Corrèze en 1967, grâce au soutien financier de Marcel Dassault, il entama son ascension politique, succession de trahisons, de retournements et de changements de cap.

Face à la montée du Front national, il multiplia les clins d'œil à ses électeurs, soulignant que Le Pen «*répète certaines choses que nous pensons, un peu plus fort et un peu mieux que nous, en termes plus populaires*». Pour éviter la fuite d'élus RPR vers le FN, il interdit bien tout rapprochement avec lui, mais cela ne l'empêcha aucunement de puiser dans les poubelles lepénistes pour flatter les préjugés de son électorat : «*Comment voulez-vous que le travailleur français, [...]*

qui voit, [...] entassée, une famille avec un père de famille, trois ou quatre épouses et une vingtaine de gosses, qui gagne 50 000 francs de prestations sociales, sans naturellement travailler! Si vous ajoutez à cela le bruit et l'odeur, le travailleur français, [...] il devient fou», avait-il osé dire devant un parterre d'élus RPR s'étouffant de rires.

À sa troisième tentative, il parvint à l'Élysée en 1995. Il engagea alors une série d'attaques contre la Sécurité sociale et les régimes de retraite du secteur public, avant de devoir reculer devant la détermination des cheminots, en grève pendant un mois.

Chirac était alors tellement impopulaire qu'il perdit les élections qu'il avait lui-même provoquées en dissolvant l'Assemblée nationale, et ne dut sa

réélection en 2002, après cinq ans de cohabitation, qu'à l'élimination de la gauche dès le premier tour : celle-ci, pour masquer sa propre défaite, appela à voter pour lui contre Le Pen.

Réélu avec un score de plébiscite, alors qu'il avait rassemblé moins de 20 % des voix au premier tour, il s'attaqua aux retraites des salariés du secteur public, supprima un jour férié. En résumé, il mena la politique que la bourgeoisie attendait de lui, contre les travailleurs.

Les laudateurs de Chirac mettent aujourd'hui en avant le fait qu'il a reconnu les crimes commis par l'État français pendant l'occupation nazie; ou qu'il s'est abstenu d'engager l'armée française en Irak aux côtés des États-Unis. Il avait cependant déjà accepté de les accompagner en Afghanistan deux ans plus tôt. Et les raisons de ce refus n'ont rien à voir avec une quelconque solidarité envers les peuples, mais tout avec les intérêts des trusts français vis-à-vis de leurs concurrents anglo-saxons.

Chirac fut, toute sa carrière, un digne représentant de l'impérialisme français, maintenant la tradition des réseaux semi-mafieux de la Françafrique. Il ne cacha jamais ses liens avec Omar Bongo, le sinistre dictateur du Gabon, avec Mobutu, celui de l'ex-Zaïre, ou d'autres du même acabit.

Il était à l'image du monde bourgeois qu'il défendait, et il a bien mérité de lui.

Jacques Le Gall

« Un homme à l'écoute » ?



Les bonnes affaires

Toute la carrière de Chirac fut marquée par les «*affaires*», en commençant par l'acquisition d'un château, en Corrèze, obtenu en profitant des conditions fiscales avantageuses consenties aux propriétaires de bâtiments classés.

Avec son élection à la mairie de Paris en 1977, il mettait la main sur un budget de sept milliards de francs. De quoi mener grand train – ce dont Chirac ne s'est pas privé – et organiser un système d'emplois fictifs pour de nombreux obligés et cadres du RPR.

C'était aussi le poste rêvé pour les faire bénéficier d'appartements bon marché grâce à l'OPAC, l'office HLM de la ville, et se constituer une clientèle très étendue, et pour faire financer le RPR par de nombreuses entreprises, sous couvert de leur activité auprès dudit office.

Le RPR de Chirac fut aussi l'organisateur et le principal bénéficiaire du cartel

clandestin mis en place avec le PS, le PCF et le Parti républicain en Île-de-France. Entre 1988 et 1997, celui-ci s'est partagé 2 % de l'argent prévu pour la rénovation des lycées de la région, au prorata de la représentation de chacun à l'Assemblée nationale.

Et c'est sans compter les valises de billets en provenance du Gabon ou du Zaïre, via les réseaux du pétrolier Elf, qui finançaient les campagnes électorales.

Quelques juges plus acharnés que d'autres ont réussi, après des années et bien des difficultés, voire des menaces, à démêler une part de la réalité de ces affaires, et à en faire condamner certains protagonistes. Chirac, quant à lui, est passé à travers les mailles du filet, bénéficiant de l'immunité présidentielle pendant douze ans et n'effectuant jamais un jour de prison. De quoi faire rêver Balkany.

J.L.G.



Droite : dure semaine

Ce n'est pas facile tous les jours de porter les couleurs de la droite. À peine revenus de l'enterrement de Chirac, Balladur, Léotard et Sarkozy ont reçu chacun leur petite convocation.

Les deux premiers devront s'expliquer sur l'affaire des commissions touchées lors de ventes de

sous-marins au Pakistan, en 1995. Vingt-cinq ans après, on va peut-être connaître le fin mot de cette sombre

histoire de pots de vins et d'assassinats qui a concerné tout de même un Premier ministre, son ministre de la Défense et un, voire deux présidents de la République.

Pour Sarkozy, l'affaire est beaucoup moins tor tueuse et beaucoup plus

classique. Il a explosé le financement de sa campagne présidentielle de 2012 en usant de fausses factures pharaoniques de la société Bygmalion, par ailleurs détenue par un ami, et en tentant évidemment de faire payer la note

sur les deniers publics.

Démoralisés comme ils sont, les trois larrons prennent des cours accélérés de belote, pour le cas où ils rejoindraient Balkany à la Santé. Mais gare à la triche!

P.G.

AGENDA Les fêtes de Lutte ouvrière

Lille

Samedi 5 octobre à partir de 15 heures
Espace Concorde, rue Carpeaux
Quartier de la Cousinerie
à Villeneuve-d'Ascq

Rennes

Samedi 5 octobre à partir de 15 heures
Carrefour 18 7, rue d'Espagne

Tours

Samedi 12 octobre à partir de 14 h 30
Salle des fêtes
de Saint-Pierre-des-Corps
(près de la mairie)

Besançon

Samedi 12 octobre à partir de 15 heures
Salle de la Malcombe

Grenoble

Samedi 12 octobre à partir de 15 heures
Salle des fêtes d'Échirrolles
21, avenue du 8 Mai 1945

Orléans

Samedi 19 octobre à partir de 14 h 30
Salle des Bicharderies - ZA des Bicharderies
à Fleury-les-Aubrais

Rouen : Lubrizol doit payer!

Circulez, il n'y a rien à voir! C'est ce que, après l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, le 26 septembre, les autorités ont répété pendant plusieurs jours. Pas moins de cinq ministres et le Premier ministre sont venus sur place pour rassurer la population.

« Les odeurs gênantes ne sont pas dangereuses », a déclaré Édouard Philippe. « Il n'y a pas de risque avéré pour la population », a surenchérit Castaner. « Les fumées ne sont pas toxiques », ont repris en boucle les autorités... tout en demandant aux habitants de rester chez eux et aux agriculteurs de suspendre leur récolte. « Il n'y a pas de danger grave et immédiat pour les habitants », a expliqué le maire PS Yvon Robert, transformé en avocat bénévole de Lubrizol et expliquant que « cette entreprise est toujours disponible pour améliorer la situation et n'a jamais hésité à dépenser pour accroître la sécurité ».

La réalité est tout autre. Des centaines de personnes ont été incommodées, ont eu des nausées et des maux de tête, voire ont dû quitter leur domicile. La Seine a été polluée. L'incendie, qui a débuté dans la zone de stockage des expéditions de cette usine un peu avant 3 heures du matin, n'a pu être circonscrit que vers 18 heures. Un pompier intervenu dans la nuit, face à des flammes de 20 mètres de haut, avec des milliers de

fûts éventrés, a raconté ses craintes d'avoir été exposé à des substances toxiques, alors qu'il n'avait qu'un pauvre masque en papier. Cette usine produit des additifs pour les huiles et les carburants et ces produits se sont enflammés, entraînant un nuage de fumées noires. Ce nuage, poussé par le vent et rabattu par la pluie, a pollué une partie de l'agglomération rouennaise et des zones plus rurales au nord-est. Une suie grasse accompagnée d'une pellicule d'hydrocarbure a recouvert les sols et les habitations.

La méfiance règne

Mardi 1^{er} octobre, cinq jours après l'incendie, malgré les propos lénifiants des autorités, l'inquiétude reste vive dans la population. Environ 5 000 personnes ont participé à la manifestation appelée par plusieurs syndicats (CGT, Sud), associations et ONG (Attac, Greenpeace...) pour dénoncer le manque de transparence des autorités et de l'entreprise. Si les panaches noirs des fumées d'hydrocarbures ont disparu, il subsiste des zones de l'agglomération où l'odeur



DOCTISSIMO

qui imprègne les bâtiments persiste et génère des maux de tête. Ainsi les locaux de France 3 Normandie, situés sur le passage du nuage de pollution, étaient toujours impraticables lundi. Dans certaines écoles qui rouvraient lundi matin, l'atmosphère était irrespirable au point que des enseignants ont exercé leur droit de retrait, notamment à Petit-Quevilly et sur les hauteurs de Rouen. Et, dans de nombreuses autres, seules les activités intérieures étaient possibles, tant l'odeur reste incommodante à l'extérieur. Une centaine de conducteurs de cars de l'agglomération sont en arrêt maladie, après avoir été incommodés par la pollution. L'incendie de Lubrizol rappelle aux 400 000 habitants de l'agglomération qu'ils habitent sur une poudrière : Rouen et sa banlieue comptent 26 sites Seveso, dont 13 en seuil haut.

L'activité agricole est frappée dans 112 communes de la Seine-Maritime et dans 94 autres situées dans l'Oise, la Somme, l'Aisne et le Nord – les fumées sont parvenues jusqu'en Belgique. Des champs sont souillés, des bestiaux tachés, et des traces noires dégoulinent de certaines ruches. Dans ces communes, les récoltes sont interdites et les produits déjà récoltés ne peuvent être commercialisés, dans l'attente des résultats d'analyses qui ne seront connus que dans plusieurs jours.

Les producteurs de lait sont dans l'obligation de détruire leur production quotidienne, faute de moyens pour la stocker. Les compagnies laitières (Lactalis, Danone...) n'assurent plus le ramassage d'un lait dont elles ne savent pas si elles pourront le commercialiser. Des éleveurs font état de 500 à 700 euros de perte quotidienne. Il en est de même pour les maraîchers, qui ne peuvent écouler leur production, même s'ils sont établis en dehors de la zone exposée, car les consommateurs se méfient de la provenance des légumes. Lundi, le ministre de l'Agriculture s'est rendu sur une exploitation agricole ; il a promis aux éleveurs une avance de trésorerie et annoncé que les laiteries allaient devoir reprendre leurs tournées. Mais, en attendant, qu'en sera-t-il des pertes?

Lubrizol, capitaliste sauvage

Lubrizol est évidemment responsable de tous ces dommages et doit payer. Il ne s'agit pas d'une PME en difficulté, mais d'une multinationale propriétaire d'une centaine d'usines, au chiffre d'affaires de 6,8 milliards de dollars. Les autorités ne cessent de vanter Lubrizol pour son respect scrupuleux des mesures de sécurité. Cette usine classée Seveso « seuil haut » a un lourd passé de polluuse, l'épisode le plus connu étant le dégageant de

mercaptan, un gaz malodorant, en 2013 – une pollution pour laquelle elle avait dû payer une amende dérisoire de 4 000 euros. Pendant l'incendie, toute la toiture, en fibrociment à base d'amiante, s'est écroulée. Et jusqu'au soir du 1^{er} octobre, plus de cinq jours après le sinistre, la préfecture a refusé de communiquer la liste des produits chimiques dont 5353 tonnes ont brûlé, une liste pourtant connue depuis le début. Jusqu'au bout, les autorités ont été complices des pollueurs de Lubrizol.

Afin d'allumer un contre-feu, la direction de l'entreprise a eu le culot de porter plainte contre X pour « destruction involontaire ». S'appuyant sur son statut de premier exportateur de Haute-Normandie, Lubrizol espère l'impunité dont elle a bénéficié jusqu'ici... y compris avec un chantage sur l'avenir de ses salariés. Les 400 ouvriers de l'usine, dont certains ont joué un rôle salubre pendant l'incendie en éloignant des stocks de produits dangereux, sont maintenant au chômage partiel.

Lubrizol doit bien sûr payer pour maintenir les emplois et pour réparer tous les dommages qu'elle a causés. Mais, au-delà de cet épisode, il n'est pas acceptable que des activités aussi dangereuses que la pétrochimie continuent d'être soumises au profit privé.

Correspondant LO



Sites Seveso : de moins en moins contrôlés

Il y a, dans le pays, plus de 1 300 sites classés Seveso, du nom d'une usine italienne ayant causé un grave accident, dont 705 à risque élevé. Beaucoup sont construits au centre ou à la lisière d'agglomérations.

C'est dangereux, comme l'ont montré l'explosion de l'usine AZF de Toulouse en 2001 et aujourd'hui l'accident chimique à l'usine Lubrizol à Rouen.

Pourtant, le gouvernement fait tout pour alléger les contrôles. En 2018, la loi dite « Pour un État au service d'une société de confiance » a décidé de

simplifier ceux-ci. Le préfet peut décider seul quand il s'agit d'une simple modification des installations déjà existantes, et non d'une création, sans même demander une évaluation environnementale comme auparavant. Le site Actu environnement révèle ainsi que l'usine Lubrizol

aurait demandé à deux reprises cette année d'augmenter ses capacités de stockage, ce qui lui a été accordé.

À ces modifications de la loi s'ajoute la baisse des moyens de contrôle. Le nombre d'inspecteurs diminue. Il n'y a eu que 18 000 inspections en 2018, contre 30 000 en 2016. Et,

sur 2 100 arrêtés de mise en demeure pris par les préfets, seulement 20 % ont entraîné des sanctions administratives.

Les patrons pollueurs voient leur avenir s'éclaircir. Mais les salariés et les riverains ont bien raison de s'inquiéter.

D.M.

École Méhul – Pantin : suicide de la directrice

Lundi 23 septembre, Christine Renon, la directrice de la maternelle Méhul à Pantin s'est suicidée dans son école. Elle a envoyé des lettres à ses collègues de la ville, où elle dénonce l'Éducation nationale, pour que toutes et tous connaissent les vraies raisons de son épuisement et de son geste.

L'Éducation nationale ajoute sans cesse de nouvelles charges de travail, en particulier de la paperasse inutile. Elle fait appel à un nombre croissant d'enseignants précaires et sans formation, que l'équipe enseignante et les directeurs doivent épauler en plus de leur travail, car l'Éducation nationale refuse d'embaucher le personnel nécessaire.

Jeudi 26 septembre, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant l'école Méhul, parents, enseignants, personnel de la ville et habitants de Pantin... Plusieurs

interventions ont souligné l'engagement et le dévouement de la directrice, très appréciée. Mais ce qui dominait, au-delà de la tristesse, était la colère face à une situation qui se dégrade, au manque de moyens et de personnels et contre ceux qui ne veulent pas faire de vagues.

Il faudrait des secrétaires, des bibliothécaires, des personnes pour s'occuper de la salle informatique, d'assistants en langue, mais il n'y en a pas. Il n'y a pas assez d'auxiliaires de vie scolaire pour s'occuper des enfants handicapés, d'enseignants du Rased, le réseau

d'aide pour les enfants en difficulté, et le passage des psychologues est bien trop rare.

La directrice a aussi dénoncé la municipalité de Pantin qui a aggravé la situation, en maintenant des rythmes scolaires à quatre jours et demi, tout en refusant avec mépris d'entendre les enseignants expliquer la fatigue de tous, en l'absence de pause le mercredi. Le maintien de ces rythmes a entraîné le départ de nombreux enseignants et animateurs, jusqu'à la moitié de l'équipe et parfois plus, ce qui a contribué à désorganiser plus encore le fonctionnement des écoles de la ville et à alourdir la charge de travail de ceux qui restent. C'est pourquoi la municipalité, présente au rassemblement, a été huée. Quant au ministre Blanquer, qui avait vanté début



Rassemblement en hommage à la directrice Christine Renon.

septembre une « rentrée réussie », il est passé en coup de vent à l'école mais en est reparti avant le début du rassemblement. Prudence !

Une journée de grève et des rassemblements sont prévus jeudi 3 octobre. À Pantin, treize écoles de la ville seront fermées et il y en aura également dans d'autres villes du département, car ce que la directrice a dénoncé du fonctionnement de l'école

touche beaucoup d'autres personnes, qui le vivent et le ressentent de la même façon.

L'interdiction faite aux enseignants par l'administration de diffuser la lettre de la directrice donne envie de renforcer la protestation. D'ailleurs, dès lundi 30, en réponse au ministre, des enseignants ont refusé de faire la minute de silence pour Chirac.

Correspondant LO

PCF : combattre le RN ou alimenter son discours ?

Fabien Roussel, le dirigeant du PCF, a été l'invité le 21 septembre de l'émission Dimanche en politique sur France 3 Nord-Pas-de-Calais.

« Parlons-en de l'immigration. Je suis pour stopper cette immigration organisée par les traités libéraux de Bruxelles, qui met les salariés, les ouvriers en concurrence entre eux. (...) Parlons aussi de ces chefs d'entreprise qui utilisent l'immigration illégale et font travailler des pauvres gens qui ont fui leur pays et aujourd'hui travaillent pour rien dans des hôtels, dans la restauration (...). Je comprends la colère des Français et je suis pour mettre ces sujets sur la table. » a-t-il notamment déclaré, prenant donc fait et cause contre ces travailleurs.

Quelques jours après cette interview, Fabien

Roussel a écrit une lettre ouverte à Emmanuel Macron à propos de l'immigration, où le ton est tout autre. Dans cette lettre, il écrit par exemple à propos de tous les migrants : « Tous ces hommes et toutes ces femmes que vous stigmatisez sont nos frères et nos sœurs. Nous ne faisons pas de distinction entre eux. Nous réclamons des droits pour tous, condition d'un accueil réussi. » Peut-être la direction du PCF s'est-elle sentie obligée de contrebalancer d'une manière ou d'une autre les propos tenus une semaine avant à la télévision. Mais, dans les faits, elle a juste dit une chose et son contraire

à une semaine d'intervalle, par opportunisme.

Cette politique plus qu'ambiguë et même parfois carrément abjecte vis-à-vis de l'immigration, la direction du PCF en a l'habitude depuis des dizaines d'années, les accès de démagogie ultra-nationaliste des dirigeants détruisant le travail quotidien des militants dans les banlieues et sur les chaînes de production. Cela n'a pas empêché l'extrême droite d'accroître son audience parmi les travailleurs et le PCF de voir la sienne partir en lambeaux. En réalité, cette politique a même été une brèche faite dans les milieux ouvriers influencés par le PCF, par laquelle les idées de Le Pen ont pu ensuite s'engouffrer.

Pierre Royan



Les sans-papiers, une fraction de la classe ouvrière.

Montpellier : les droits de l'homme entravent la circulation

Une militante de la section de Montpellier de la Ligue de droits de l'homme avait été mandatée par son organisation pour une mission d'observation concernant l'attitude de la police envers les gilets jaunes.

Elle s'était rendue, munie d'une chasuble marquée en grand « Ligue des droits de l'homme », sur une autoroute bloquée par une manifestation. Elle est aujourd'hui poursuivie par le

tribunal pour entrave à la circulation.

Elle a été de nouveau interpellée et placée en garde à vue lors d'un second épisode où, selon la Ligue des droits de l'homme, elle

« était en train de filmer les forces de l'ordre à l'écart de ces dernières, lorsque plusieurs agents se sont dirigés vers elle de manière déterminée pour l'empêcher de continuer à exercer sa mission d'observation ».

Comme pourrait le dire Castaner : circulez, on se débrouille pour qu'il n'y ait rien à voir !

A.V.

Démagogie de comptoir

Pour revivifier les villages ruraux, le Premier ministre Édouard Philippe propose d'ouvrir des bistrotiers. L'État distribuerait pour ce faire un millier de licences IV, celles qui autorisent la vente d'alcool, et assouplirait la réglementation en vigueur sur l'implantation des débits de boisson.

Depuis des dizaines d'années l'État a favorisé la politique du tout-voiture et du tout-supermarché, ruinant les commerces de village. Il a aussi soigneusement

détruit les écoles rurales, les hôpitaux de proximité, les maternités, les trésoreries, les antennes de Sécurité sociale dans les bourgs et petites villes. Tout cela s'est ajouté aux fermetures d'usines, qui ont créé de véritables poches de chômage dans des petites villes ouvrières et les villages alentour.

Pour faire oublier cela, Philippe croit-il vraiment que la possibilité d'aller prendre un verre au bistrot suffira ?

P.G.

Déficit de la Sécurité sociale : les gilets jaunes ont bon dos

Les comptes de la Sécurité sociale accusent un déficit de 5,4 milliards d'euros en 2019, alors qu'ils étaient censés revenir à l'équilibre. Le gouvernement, suivi par la presse, a aussitôt trouvé des responsables en la personne des gilets jaunes.

Les quelques mesures accordées par Macron à la suite de leur mouvement auraient plombé le budget de la Sécu. Ces annonces, soufflées par le grand patronat, ont permis aux capitalistes de ne pas mettre la main à la poche, alors que s'exprimait dans la rue l'exigence d'une augmentation du pouvoir d'achat. Mais, aujourd'hui, c'est la Sécurité sociale qui en fait les frais. C'est le cas de la prime que Macron a demandé aux employeurs de verser pour

tenter de calmer le mouvement, et qui a été exonérée de cotisations sociales, une mesure qui sera reconduite en 2020. Il en va de même de l'exonération de cotisations sur les heures supplémentaires, anticipée à janvier 2019 alors qu'elle n'était prévue que pour septembre.

Le gouvernement pointe également du doigt l'annulation de la hausse de 1,7 point du taux de CSG pour les retraités dont le revenu fiscal de référence est inférieur à 2 000 euros par mois.

Comme si revenir sur un vol manifeste était un cadeau !

Le gouvernement a fait le choix de laisser supporter à la seule Sécurité sociale les conséquences financières de ces mesures. La perte de recettes qui résulte de ces nouvelles baisses de cotisations ne sera pas compensée par le budget de l'État, contrairement à ce qui se faisait auparavant au moins partiellement. Macron réserve l'argent des impôts pour ses cadeaux au grand patronat, autrement plus importants que le déficit de la Sécurité sociale.

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, annonce maintenant le retour à l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale pour 2023. Cela laisse augurer plusieurs années où le trou de la Sécu servira d'argument pour limiter les dépenses de santé ou la revalorisation des retraites.

Lors du mouvement des gilets jaunes, Macron a lâché quelques miettes sans écorner les profits patronaux. C'est aux travailleurs qu'il présente maintenant la note.

Daniel Mescla



Cotisations chômage : patrons choyés, précaires volés

Au 1^{er} octobre 2019, les cotisations patronales d'assurance chômage seront allégées jusqu'à 1,6 du smic et carrément supprimées au niveau du smic.

Cette mesure fait partie du programme de transformation du CICE (Crédit impôt compétitivité emploi), par une baisse ou exonération permanente des cotisations patronales.

Depuis janvier, les cotisations des patrons à la

Sécurité sociale, aux allocations familiales, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, au fonds logement et à la contribution solidarité autonomie, étaient déjà passées à l'essoreuse jusqu'à 2,5 smic.

Il s'agit cette fois-ci des cotisations chômage. La perte de recettes de cette seule mesure est évaluée à 3,7 milliards d'euros en année pleine. Dans le même

temps, le gouvernement contraint l'Unedic à une réforme qui diminuera les allocations de près d'un chômeur sur deux et privera de toute indemnité plus de 230 000 d'entre eux, parmi les plus précaires.

Gain attendu sur le dos des chômeurs : 3,4 milliards. Les salariés précaires ou licenciés financent intégralement les cadeaux faits aux patrons.

Christian Bernac

Exonérations patronales : un puits sans fond

Pour les patrons, 2019 est une année particulièrement faste : ils bénéficient à la fois de la baisse, voire de la suppression, des cotisations patronales, pour un montant de 20,4 milliards d'euros, et du versement du CICE pour un montant de 20,2 milliards. Soit 40,6 milliards de cadeaux, en un an. Cela représente l'équivalent de 1,3 million d'emplois payés 1 800 euros nets, cotisations

incluses : de quoi doubler les effectifs dans bien des hôpitaux, des écoles, des gares, l'entretien des routes ou des voies ferrées ou la construction de logements bon marché.

Mais l'Insee, qui commente ses chiffres, indique pudiquement : « L'année 2019 sera donc "double" en termes de dépenses publiques, mais son effet en termes d'incitation à l'emploi

est incertain ». Malgré ses efforts, l'institut est incapable de trouver la trace des dizaines de milliards versés aux patrons au titre du CICE depuis 2013, dans une quelconque création d'emploi. Et pour cause, le nombre total de chômeurs inscrits à Pôle emploi est officiellement passé de 5,7 à 6,5 millions dans la même période. C.B.



Salaires : les charges sont pour les travailleurs

Régulièrement, patrons petits et grands répètent la main sur le cœur que, s'ils n'étaient pas « écrasés par les charges sociales », ils embaucheraient des salariés.

Mais au niveau du smic les fameuses « charges », en fait les cotisations sociales, sont payées par les salariés, quasiment pas par les patrons.

Par exemple, le site Pôle emploi propose aux entrepreneurs qui souhaitent embaucher « l'estimation du coût d'un salarié », dans leur jargon. Au smic, le salaire brut du salarié est de 1 522 euros. Mais le total payé par l'entreprise est de 1 593 euros, soit 71 euros de cotisations patronales en tout et pour tout. Et encore, Pôle emploi propose « d'alléger ce coût par de

multiples aides et mesures à l'embauche ».

En revanche, sur les 1 522 euros, le travailleur, lui, ne touche que 1 183 net avant impôt. Il verse donc 339 euros de cotisations, près de cinq fois plus que son patron !

C'est pourtant son travail et celui des autres producteurs qui créent toute la richesse, de quoi financer non seulement les salaires et cotisations sociales mais, par-dessus le marché, tous les revenus de la classe capitaliste.

C.B.

Suppression de l'ISF : bonne affaire pour les riches, pas pour l'emploi

À peine arrivé à la présidence, Macron s'était empressé de tenir l'une de ses promesses de campagne en supprimant l'impôt sur la fortune. Ce cadeau à la bourgeoisie était remplacé par un impôt réduit sur la fortune immobilière.

La suppression de l'ISF a été ressentie comme une gifle dans les milieux populaires et, au plus fort des manifestations des gilets jaunes, beaucoup revendiquaient son rétablissement. Le gouvernement s'était alors engagé à « évaluer l'efficacité de la suppression de l'ISF pour stimuler l'investissement ». C'est chose faite, grâce

aux 300 pages du rapport de France stratégie, un organisme rattaché au gouvernement.

Un long, très long rapport, qui conclut... qu'il est trop tôt pour se prononcer. Il suffit pourtant de regarder les dispositifs existants d'exonération fiscale des entreprises et du capital pour avoir une idée du résultat. Tout comme le CICE, création du gouvernement Hollande, désormais transformé en baisse permanente de cotisation, la suppression de l'ISF révélera à coup sûr des résultats « faibles et incertains sur l'emploi ».

Nadia Cantale

Électricité : vers une nouvelle hausse

Une hausse de l'électricité de 3,5 à 4 % serait envisagée au 1^{er} janvier 2020. Déjà deux hausses ont eu lieu cette année, la première en juin, de 5,9 %, la seconde en août, de 1,23 %. Dans tous les cas, ces augmentations, passées comme à venir, sont injustifiées.

À chaque fois, les autorités viennent nous expliquer qu'il faut faire des travaux sur les centrales, sur le réseau, etc. Mais à chaque fois ce sont des faux-semblants. Des travaux nécessaires, il y en a, bien entendu. Mais ils n'empêchent pas les

bénéfices d'EDF de rester copieux, avec près de 2,5 milliards d'euros rien qu'au premier semestre 2019. Et cela malgré le gouffre financier de l'EPR!

En réalité, et ce fait avait déjà été dénoncé par les associations de consommateurs,

et même par l'officielle Autorité de la concurrence, la hausse du mois de juin était due en grande partie à la volonté de maintenir des tarifs élevés qui permettent à des opérateurs alternatifs, concurrents d'EDF, de se maintenir sur le marché. Ces fournisseurs sont de plus en plus nombreux: plus d'une trentaine actuellement, c'est dire à quel point l'affaire est rentable. À quelques exceptions près, ils ne produisent absolument pas d'électricité. Ils

rachètent à un prix intéressant le quart de la production nucléaire d'EDF et la revendent ensuite, en réalisant une excellente opération commerciale.

Ces fournisseurs alternatifs sont de purs parasites, qui s'engraissent en faisant payer les usagers. Selon l'Insee et les associations de consommateurs, l'électricité a augmenté d'environ 50 % depuis 2007. On nous avait pourtant promis que la concurrence ferait baisser les prix. Cela s'est révélé

un énorme mensonge.

Non seulement les concurrents alternatifs d'EDF y gagnent, dans cette affaire, mais EDF également, car l'augmentation des tarifs lui rapporte aussi. Et l'État y gagne aussi, car une large part du prix de l'électricité est représentée par des taxes, qui augmentent avec les tarifs.

Dans tout cela, les usagers sont lésés au profit de margoulines, avec la complicité de l'État.

André Victor

Assurance chômage : non au recul des droits !

Mercredi 25 septembre, quatre associations de chômeurs (MNCP, AC, APEIS et CGT) ont protesté à l'entrée de l'Assemblée nationale en simulant une scène de crime, pour dénoncer l'attaque du gouvernement contre le système d'indemnisation des chômeurs, qui va les priver de 3,4 milliards d'euros d'allocations.

Dans leur prise de parole, les participants ont mis en cause « une nouvelle assurance chômage conçue par quelques experts, imposée par quelques ministres, sans débats ni négociations avec les chômeurs ! Une réforme par décret qui exclut 10 % des chômeurs des allocations et réduit les droits de 40 % d'entre eux ! » Ils ont dénoncé aussi « les contrôles à Pôle emploi, dans les CAF, dans les conseils départementaux, contre les chômeurs et précaires, que l'on sanctionne pour ne pas trouver des emplois inexistantes ».

D'autres attaques en cours auront des conséquences pour les chômeurs et les travailleurs précaires : « Le gouvernement évoque un futur revenu universel et toujours d'activité, mais qui

sera une fusion d'un maximum d'allocations et une réduction des droits. Quant à la réforme des retraites, elle renforcera la double peine des précaires: pas d'emplois, pas de salaires, et au bout du compte, pas de retraite ! » Et ils ont conclu contre « un monde qui ne sert que les riches, ne pense qu'à l'argent, et piétine sans vergogne chômeurs, précaires, salariés et retraités ».

Le précédent système d'allocations des chômeurs n'indemnisait que la moitié d'entre eux. Avec cette réforme peau de chagrin, il n'indemniserait désormais qu'un quart des chômeurs. Et, une fois de plus, le gouvernement s'en prend à ceux qui se trouvent dans les situations les plus précaires.

Jacques Fontenoy

Rennes : soutien aux migrants

Samedi 28 septembre, plus de 400 personnes ont manifesté pour exiger qu'une solution d'hébergement soit trouvée pour 350 migrants qui ont été contraints de camper cet été dans un parc de la ville de Rennes.

Depuis la mi-septembre, la moitié d'entre eux se sont installés dans un bâtiment industriel inoccupé, pour pouvoir au moins dormir au sec. Cet entrepôt est vide depuis des années et n'est pas adapté pour héberger des personnes. Mais, comme le disent certains, « ici, il y a l'eau, l'électricité et du chauffage, de quoi affronter la pluie et le froid qui vont arriver avec l'hiver ».

Pour ceux qui restaient au campement du parc des Gayeulles, dont une quarantaine d'enfants, les conditions de vie n'étaient pas tenables, avec la pluie, le froid, le manque d'équipements sanitaires.

Dimanche 29 septembre, certains ont trouvé refuge dans un gymnase. Dès le lendemain, ils ont été expulsés par la police, la mairie ayant porté plainte pour intrusion. Ils sont donc

retournés au campement dans la boue et le froid.

Ensuite, la mairie a annoncé qu'elle mettait un centre de loisirs à disposition des familles avec enfants et que, avec la promesse de la préfecture de prendre en charge les migrants relevant du droit d'asile et les personnes

vulnérables, « le campement des Gayeulles devrait rapidement fermer ».

La réalité est tout autre. La préfecture se préoccupe surtout de contrôler tous les migrants, pour voir si elle ne peut pas en expulser quelques-uns, plutôt que de fournir les hébergements indispensables.

La mobilisation des migrants et de leurs soutiens continue donc, pour obtenir une solution digne et pérenne.

Correspondant LO



Manifestation de soutien aux migrants, à Rennes, le 28 septembre 2019.

Région parisienne : travailleurs sans papiers en lutte

Mardi 1^{er} octobre, des salariés sans papiers travaillant dans un certain nombre d'enseignes, majoritairement de restauration, se sont mis en grève pour leur régularisation. Ils sont 70 environ et travaillent en région parisienne, chez KFC place d'Italie, Léon de Bruxelles à l'Opéra, UGC Cité ciné à Bercy, dans la restauration, le nettoyage ou des entreprises d'intérim.

En France depuis des années, ils ont des contrats de travail, paient des cotisations sociales et demandent maintenant que leurs employeurs fassent les papiers nécessaires afin de pouvoir

déposer leur dossier de régularisation. Les unions locales CGT organisent des piquets de soutien et font signer des pétitions. Pour reprendre leur slogan, ils bossent ici, ils vivent ici, ils

doivent rester ici et être régularisés, sans vivre sous la menace permanente d'une expulsion, et avec les mêmes droits que les autres travailleurs.

Correspondant LO



Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 202 (septembre-octobre 2019):

- États-Unis - Iran: la menace d'une guerre impérialiste
- Inde, après cinq années de gouvernement Modi
- Collapsologie: une théorie réactionnaire
- Le Nouveau parti anti-capitaliste, dix ans après
- Karol Modzelewski (1937-2019). Le parcours d'un militant, mais de quelle politique ?



Prix: 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres rouges.

États-Unis : c'est le système qu'il faut destituer

À propos de la procédure de destitution engagée contre Trump, nous publions ci-dessous la traduction du dernier éditorial de The Spark, organisation trotskyste américaine.

Il semble bien que les démocrates de la Chambre des représentants avancent vers la destitution de Donald Trump.

Après avoir attendu pendant deux ans le rapport du procureur spécial Muller sur l'implication de la Russie dans l'élection de Trump et l'avoir épluché pendant des mois, les démocrates ont reçu en paquet cadeau de quoi destituer Trump, et cela des mains de Trump lui-même. Il s'agit de la transcription d'un appel téléphonique passé au président ukrainien, au cours duquel Trump demande très clairement une enquête ukrainienne contre un politicien rival, Joe Biden, le favori de la primaire démocrate. Trump a demandé cette aide pour les élections de 2020, en échange de quoi il livrera l'aide militaire promise qu'il a délibérément bloquée.

En clair, Trump a utilisé sa charge de président et a mené une politique étrangère

au nom des États-Unis, uniquement dans son intérêt personnel.

La plainte d'un lanceur d'alerte qui a révélé cet appel téléphonique met en cause un certain nombre d'autres responsables du gouvernement qui ont fait pression sur l'Ukraine et qui ont dissimulé cette manœuvre. Rudy Giuliani, l'avocat personnel de Trump, a fait des allers et retours en Ukraine pour discuter de Joe Biden avec le président ukrainien — chose qu'il a volontiers admise à la télévision!

D'après le lanceur d'alerte, immédiatement après le coup de téléphone, des conseillers juridiques et d'autres proches du président se sont rendu compte qu'il avait franchi la ligne rouge, violé la Constitution et enfreint la loi, et ils ont essayé d'enterrer cet appel en insérant sa transcription dans un fichier informatique top secret. Le procureur général, William Barr, cité dans la plainte, a

refusé pendant plus d'un mois de la divulguer.

Pour les représentants de la classe dominante, tout cela va peut-être trop loin. Ils s'attendent bien sûr à ce que des intérêts privés ne soient pas absents — après tout, c'est le capitalisme, qui est basé sur le vol — mais le président est supposé agir à leur service, et pas transformer sa fonction en machine à sous personnelle. Les 400 millions de dollars d'aide militaire à l'Ukraine sont censés profiter à l'ensemble de la classe dominante, en liant l'Ukraine plus fermement à l'Occident et à ses intérêts financiers. En bloquant cette aide pour s'en servir à titre purement personnel, Trump remet tout cela en cause. Sans oublier qu'ils souhaitent que les élections aient une apparence de légitimité, largement contestable avec ces interférences manifestes dans les prochaines élections.

La corruption manifeste de Trump et ses arrangements privés menacent d'écailler le vernis démocratique du système et de l'exposer tout nu aux yeux de tous. Les démocrates et d'autres



Nancy Pelosi et Trump (montage photo).

essayent frénétiquement de le rapetasser pour « rétablir la dignité de la fonction ».

Ainsi, devant une telle évidence, Nancy Pelosi, présidente démocrate de la Chambre des représentants, ainsi que d'autres politiciens et d'autres experts ont changé d'avis et exigé que la procédure de destitution soit lancée immédiatement. [...]

Oui, Trump est corrompu. Alors, qu'on le destitue. Mais ensuite? Quel que soit celui qui le remplacera, il sera à la tête du système qui l'a engendré. Ce système et ses représentants, même les meilleurs, agissent contre la classe ouvrière. Pendant la présidence d'Obama, les expulsions, la guerre, les emprisonnements, les attaques racistes et les attaques contre notre niveau de vie ont continué et se sont même développés.

Les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière se dégradent depuis quarante ans, sous les gouvernements républicains et sous les gouvernements démocrates. Pour la classe ouvrière, le président et les autres gouvernants ne sont que l'un des symptômes du problème. C'est le système lui-même qui est le problème. [...]

Destituer ou pas Trump, ce sera le seul sujet traité par les médias. Mais les problèmes des travailleurs ont commencé bien avant Trump, et ils continueront après Trump, surtout si nous nous en remettons à d'autres politiciens pour les résoudre.

Les travailleurs n'ont pas les moyens d'attendre. Notre combat commence aujourd'hui.

The Spark

Troisième semaine de grève chez General Motors

Le bras de fer entre la direction de General Motors et les grévistes se poursuit, alors que les négociations piétinent.

La direction a tenté un coup de force dès le deuxième jour de la grève en annonçant qu'elle résiliait les contrats d'assurance maladie de tous les grévistes. Cela n'a fait que renforcer la colère et le nombre des grévistes, tant et si bien qu'elle a été obligée de renoncer publiquement à ses menaces.

La grève, qui concerne l'ensemble des 46 000 salariés de GM, est bien suivie et des milliers de travailleurs, fournisseurs ou sous-traitants

ont déjà été mis en chômage. Quant aux Teamsters, le syndicat des camionneurs, il a annoncé dès le début de la grève qu'il ne ferait aucun transport pour GM.

La grève est populaire et la solidarité s'organise autour des piquets. Des habitants, des retraités de l'entreprise, des travailleurs d'autres entreprises viennent apporter leur soutien moral et matériel. Des groupes de travailleurs de Ford ou de Fiat-Chrysler rendent visite

aux grévistes sur les piquets. Il faut dire que le résultat de la grève de GM aura des conséquences directes sur les travailleurs de Ford et de Fiat-Chrysler, dont les contrats doivent être renégociés dans la foulée.

Mais l'UAW, le syndicat des travailleurs de l'automobile qui a lancé la grève sur l'ensemble de GM, met les travailleurs des deux autres grandes entreprises de l'automobile en attente. Il ne veut manifestement pas d'une grève générale des « trois grands », qui serait une déclaration de guerre à toute la bourgeoisie et pourrait

devenir une véritable offensive du monde du travail contre les reculs incessants qui lui ont été imposés depuis plus de quarante ans!

Dans l'automobile, les patrons, avec la complicité des dirigeants syndicaux, ont supprimé l'indexation des salaires sur les prix, alors qu'il y avait une forte inflation; ils ont divisé par deux la paye des nouveaux embauchés pour le même travail; ils ont supprimé les protections contre les périodes de chômage ou de diminution des heures travaillées; ils ont imposé des heures supplémentaires qui ont remplacé les week-ends,

tout en diminuant le paiement de ces heures. Les effectifs des usines ont fondu, pendant que les profits des actionnaires s'envolaient.

Cette fois, la grève est bien partie et les travailleurs ne veulent pas lâcher. L'enjeu de la grève est tel que le sort de l'ensemble des travailleurs des trois grands constructeurs en dépend. Et si les travailleurs de Ford et de Chrysler viennent soutenir leurs camarades grévistes, c'est bien qu'ils sentent qu'ils auraient tout intérêt à ne pas attendre en spectateurs les résultats du match.

Dominique Chablis



Le 17 septembre.

Qatar : les forçats d'un jour et les condamnés à perpétuité

Les championnats du monde d'athlétisme ont lieu à Doha, capitale du Qatar, par une température variant de 40 degrés la journée à 30 la nuit. Les épreuves se déroulent dans un stade climatisé, devant des gradins vides, ou à l'extérieur, de nuit, les marathoniens et les marcheurs finissant sur des civières le long de rues désertes.

Cela ne devrait surprendre personne. Le climat du Qatar est connu, de même que le fait que, dans ce pays d'à peine trois millions d'habitants, 95 % de la population active est composée de travailleurs immigrés bien en peine d'acheter une place de stade et qui se contre-fichent probablement des performances des athlètes médiatisés. Il semble même que les quelques milliers de spectateurs présents, dans un stade qui peut en contenir 78 000, aient été cordialement invités par la police, embarqués dans des bus et munis de tee-shirts de supporters. À

rebours de tous les discours écologiques officiels, les organisateurs de ces festivités climatisent un stade entier, comme ils font pousser du gazon dans le désert pour pouvoir le détruire à coups de crampons devant les caméras du monde entier.

Les chaînes de télévision n'en continuent pas moins de diffuser imperturbablement des images qu'elles ont payées fort cher. Les sponsors sponsorisent, les équipementiers font des affaires, les publicitaires encaissent, les commentateurs commentent, les athlètes souffrent. Et le président de la Fédération



Une résidence pour travailleurs immigrés au Qatar.

mondiale d'athlétisme, champion du 800 mètres devenu affairiste du sport, assure que « le sport cherche toujours à réaliser des objectifs nobles ».

En fait d'objectifs, on discerne plutôt ceux du Qatar, assis sur des fortunes de gaz. La famille régnante a décidé d'investir ses capitaux dans le sport, pour s'en faire une arme diplomatique à même de contrer son voisin et

concurrent, l'Arabie saoudite.

Le Qatar a ainsi organisé et sponsorisé maintes épreuves sportives et même obtenu la Coupe du monde de football en 2022, en distribuant les cadeaux qu'il faut aux personnes qu'il faut.

À cette occasion, huit stades sont en construction et seront climatisés. Réciproquement, les grandes compagnies de l'énergie, du bâtiment, des transports et de l'armement sont présentes au Qatar. Total et Engie exploitent le gaz. Bouygues et Vinci construisent stades, musées et gratte-ciel. Thales, Dassault et Naval Group équipent l'armée, Airbus fournit la compagnie

aérienne, la BNP fluidifie les affaires en prenant son pourcentage. Et, bien entendu, tous les groupes du luxe, les Arnault et les Pinault, ont pignon sur rue à Doha.

Les profits de ces entreprises comme ceux des possédants qataris reposent sur le travail de centaines de milliers d'ouvriers. Ces derniers n'ont ni dossards ni sponsors. Nul ne connaît leurs noms, les caméras ne sont pas là quand ils triment sous le soleil de plomb et tombent sur les chantiers et dans les usines. Quel commentateur trouve scandaleux de leur faire subir cette épreuve ?

Paul Galois

Dieselgate : un procès écran

Le 30 octobre, s'est ouvert à Brunswick, en Allemagne, un procès qui oppose 450 000 plaignants à Volkswagen, deuxième constructeur automobile mondial, accusé d'avoir installé des logiciels truqués sur ses véhicules diesel.

Déclenché aux États-Unis en 2015, le scandale du Dieselgate a révélé comment VW a mis en circulation, sous diverses marques, 11 millions de véhicules diesel quarante fois plus polluants que la norme, en truquant les tests antipollution.

On apprendrait peu après que les autres constructeurs, dont les français Renault et PSA, fraudaient de la même façon. Les émissions de particules fines par les moteurs diesel tueraient 10 000 personnes par an rien qu'en Europe.

Condamnés aux États-Unis à une amende de 20 milliards de dollars, les dirigeants de VW ont payé sans broncher. C'était le prix à payer pour ne pas être interdits sur le marché américain. En Europe par contre, le groupe, qui a amassé 12 milliards d'euros de profits en 2018, n'a jamais indemnisé les préjudices

subis par les clients abusés ou par la population sujette à la pollution.

Quelques hauts cadres de VW ont certes servi de fusibles, certains étant licenciés, d'autres inculpés. Mais le groupe de la famille Porsche-Piëch n'a pas eu à déboursier un seul centime. VW a trouvé le soutien des dirigeants allemands comme de l'Union européenne, d'abord pour subventionner le diesel et minimiser les normes antipollution, puis pour échapper à de lourdes amendes. Ainsi, à l'été 2018, la Commission européenne se déclarait impuissante face « à la désinvolture du groupe VW ».

Devant la colère des 2,4 millions de clients allemands, regroupés derrière une association de consommateurs, le gouvernement a dû bouger. Il a modifié la loi pour permettre une action collective des consommateurs,

rendant possible le procès géant de Brunswick. Mais ce procès tardif, à l'image de tant d'autres scandales industriels, celui de l'amiante ou du Mediator, semble un moyen de gagner du temps pour éviter à VW de payer. Prévu pour durer plusieurs années, sans parler de la contestation en appel, ce procès a pour seul but de décider si VW a causé un préjudice. Pour les éventuelles indemnités, les consommateurs devront tenter un nouveau procès. Quant au préjudice sur la santé publique, il n'est même pas envisagé de l'estimer, encore moins de le facturer.

L'État allemand soutient sans faille les propriétaires de VW, tout comme l'État français soutient PSA et Renault, pas même menacés d'un procès. Inflexibles pour interdire à la circulation les vieilles voitures des travailleurs modestes, les dirigeants politiques sont à plat ventre devant les capitalistes pollués et assassins.

Xavier Lachau

Mali : les réfugiés de l'intérieur, oubliés de l'État

Cet article est extrait du journal *Le pouvoir aux travailleurs* du 22 septembre, publié par nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes - UATCI-UCI

En l'espace de quelques mois, le nombre de villageois ayant quitté leur village à cause de la violence des milices armées a gonflé comme jamais auparavant. Rien qu'au mois de juillet dernier, plus de 20 000 ont été comptabilisés comme nouveaux réfugiés. Certains vont dans leur famille, d'autres vont chercher refuge dans les grandes villes, vers le sud. Ainsi la ville de Ségou (à quelque 200 km de Bamako) a vu sa population augmenter de plus de 22 000 âmes en un temps très court.

À Bamako, on a aussi assisté à l'arrivée de milliers d'autres réfugiés, dans l'indifférence totale de l'État. Ces victimes de la violence se débrouillent comme elles peuvent, tantôt chez un parent, tantôt dans des lieux tenus par des ONG. La presse locale malienne a fait état d'un ancien gouverneur (général

de l'armée en même temps) qui, pris de pitié par la détresse des gens de son ethnie, a prêté une partie de son terrain privé situé dans la périphérie de Bamako pour accueillir 800 réfugiés peuls. La plupart des personnes installées sur ce lieu viennent des cercles de Koro, de Bankass et de Douentza, des régions du centre du pays où plus de 600 civils ont été tués depuis le début de l'année, selon les Nations unies.

« Le calme revenu chez nous, nous ne passerons pas une nuit de plus à Bamako » dit l'un des rescapés, qui n'attend rien de l'État malien. En effet, le principal souci des dirigeants au pouvoir est la recherche d'occasions pour s'enrichir toujours plus et toujours plus vite, avant d'être éjectés de leur fauteuil.

Le pouvoir aux travailleurs

Turquie : liberté pour Grup Yorum !

Depuis des mois, les artistes contestataires de Grup Yorum sont persécutés par le gouvernement Erdogan.

Leur local a été saccagé par la police, ils sont en alternance arrêtés puis relâchés. Certains sont en grève de la faim depuis plus de

138 jours.

Un concert de solidarité a eu lieu à Paris le 29 septembre pour exiger leur libération.

Le 1^{er} octobre 1949 : proclamation de la République populaire de Chine

L'État chinois célèbre son soixante-dixième anniversaire avec le drapeau rouge et la dénomination communiste, sous les yeux des 373 milliardaires chinois, des deux cents millions de prolétaires exploités dans les usines, des centaines de millions de paysans et de pauvres des villes. Non seulement ce régime n'a rien à voir avec le communisme, mais, à sa naissance en 1949, Mao et ses compagnons avaient abandonné depuis longtemps cette perspective.



La milice ouvrière à l'exercice, en 1927 à Shanghai.

Au début du 20^e siècle, l'empire chinois était depuis longtemps dépecé par les puissances impérialistes. La majorité de la population était formée de paysans sans terre soumis à une minorité de propriétaires. La classe ouvrière était concentrée dans quelques villes de la côte, dans des usines dirigées par les impérialistes. La Chine était en proie à des guerres incessantes entre bandes armées, les seigneurs de guerre, chacun contrôlant un territoire dont il pressurait la population.

Les débuts du Parti communiste

Sous l'impulsion de la Révolution russe, le Parti communiste chinois se créa en 1921. Très peu nombreux, ses militants firent le choix, sur les conseils de la 3^e Internationale, de rejoindre le parti nationaliste, le Kuomintang, où ils commencèrent à organiser la classe ouvrière. En 1925, s'ouvrit une période révolutionnaire, qui dura deux ans. Le jeune PCC fut poussé par l'Internationale communiste, désormais sous la tutelle de la bureaucratie soviétique, à rester sous la direction du Kuomintang du général Tchang Kaï-chek, empêchant ainsi la classe ouvrière d'avoir une politique indépendante de la bourgeoisie. Quand Tchang Kaï-chek se retourna contre ses anciens alliés,

les travailleurs, désarmés politiquement, furent incapables de se défendre. Les militants communistes furent massacrés et ceux qui échappèrent à la répression se réfugièrent dans les campagnes. Ils y menèrent une guérilla contre les troupes de Tchang Kaï-chek en recrutant une armée paysanne. Abandonnant les villes, et par là-même la classe ouvrière, Mao et ses compagnons renoncèrent donc au communisme quels que soient le vocabulaire et le drapeau qu'ils ont continué à arborer.

L'occupation japonaise

À partir de 1931, commença l'occupation japonaise de la Mandchourie puis d'une grande partie de la Chine. Elle devait durer jusqu'en 1945. En 1934-1935, le PCC se plaça à nouveau sous la direction du Kuomintang pour former une union nationale contre l'occupation japonaise. Il s'était engagé faire respecter la propriété foncière en échange de l'intégration de ses troupes dans l'armée du Kuomintang et d'une participation à la direction des opérations. Le Kuomintang ne cessa jamais de réprimer les communistes mais le PCC, avec Mao à sa tête, accepta de contenir les revendications des paysans.

Ces années, extrêmement dures pour la population chinoise vivant sous occupation, furent celles du

renforcement des communistes. Ils étaient les seuls à mener la guerre aux Japonais et à respecter la population paysanne. De ce fait, ils recrutèrent des milliers de paysans et de jeunes citoyens écœurés par l'incurie et le comportement des troupes du Kuomintang. Le Parti communiste, de 40 000 membres en 1937, atteignit 1 200 000 membres en 1945 ; ses troupes passèrent de 92 000 hommes à 910 000.

À partir de l'année 1942, le gouvernement américain arma le Kuomintang et le finança. Les Américains défendaient la mise en place d'un gouvernement de coalition entre le PCC et le Kuomintang. Seulement ce dernier ne l'accepta pas et ses troupes poursuivirent le combat contre les communistes tout comme elles l'avaient fait pendant la guerre contre les japonais. Quant à l'Union soviétique, elle respecta l'engagement pris auprès des Américains de reconnaître le gouvernement de Tchang Kaï-chek, refusant toute aide aux troupes de Mao.

Le PCC face à la révolte des paysans

Dans les campagnes, la révolution grondait. La population s'élevait contre les seigneurs de guerre et propriétaires terriens qui avaient collaboré avec l'occupant japonais. La soif de terres des paysans rendait la situation explosive. Dans les



Mao parvenu au pouvoir en 1949.

zones qu'il dirigeait, le PCC tenta de calmer les masses, de les retenir. Il le fit tant que l'espoir d'un gouvernement de coalition dura. Mais à la mi-1946, la lutte armée entre le Kuomintang et le PCC reprit. À l'été 1946, le Parti communiste décida de prendre la tête de la révolution paysanne. Devant un ennemi quatre fois plus équipé que lui, soutenu par l'impérialisme, sa seule chance de l'emporter était de s'appuyer sur la révolte des paysans. Au fur et à mesure de leur avancée, ses armées organisèrent le partage des terres. Elles s'attaquèrent au joug des traditions, s'appuyant sur un mouvement de révolte des femmes. Les troupes de Tchang Kaï-chek pillaient, violaient, tuaient, traitant la population paysanne comme un ennemi accusé de pactiser avec les communistes. Les troupes communistes, animées d'idéaux, renforcées par des paysans qui se battaient pour la terre, réussirent à

reprenre le terrain et gagnèrent de larges pans de la population.

À l'approche de la victoire du PCC, ses dirigeants repoussèrent à nouveau la réforme agraire pour ne pas s'aliéner la bourgeoisie et les propriétaires terriens. Le PCC défendait l'alliance de toutes les classes, c'est-à-dire une politique opposée à l'émancipation des exploités. Conquérant les villes les unes après les autres, méfiants vis-à-vis de la classe ouvrière, il appelait les travailleurs au calme, c'est-à-dire à la passivité. Le parti de Mao, issu d'un embryon de parti ouvrier au début des années 1920, était devenu un appareil nationaliste, capable de se placer à la tête d'une révolution paysanne, mais sans jamais contester les rapports de propriété capitalistes.

Mao au pouvoir

Une fois Pékin tombé, Mao proclama la République populaire de Chine sans attendre la fin de la guerre. Les puissances étrangères, en particulier les États-Unis, cessèrent toute relation avec le nouveau gouvernement dans le contexte de la guerre froide. Pendant deux ans, Mao tenta vainement d'associer la bourgeoisie au développement du pays. Cette dernière put fuir à Taïwan en gardant sa fortune. En 1951-1952, l'État prit en main l'économie afin de tenter de développer le pays par ses propres forces.

Cette politique, passant sur les os des exploités chinois, a permis un développement industriel qui a fait du pays, après que celui-ci eut rétabli des liens avec les pays occidentaux, l'atelier du monde. Mais, si la Chine est redevenue une grande puissance, elle n'est toujours pas sortie du sous-développement, et encore moins de la dépendance au marché mondial, c'est-à-dire à l'impérialisme.

Inès Rabah



Les soldats de l'Armée rouge traversent le mont Jiajin.

Mulhouse : non-assistance !

Le parquet de Mulhouse a ouvert le 20 septembre une information judiciaire pour non-assistance à personne en danger par personne morale contre le groupement hospitalier régional Mulhouse-Sud-Alsace, et pour non-assistance à personne en danger contre X, suite au décès d'une femme de soixante ans retrouvée morte chez elle le 13 juin. Dix jours plus tôt, le Samu avait été appelé, l'appel pris en compte, mais aucune ambulance n'était venue la chercher.

On ne sait donc pas encore pourquoi cette femme qui souffrait de douleurs cardiaques n'a pas pu être secourue. Mais une chose est certaine : le manque d'effectif fait courir des risques aux malades et épuise le personnel hospitalier. Les Urgences de l'hôpital de Mulhouse sont en grève depuis des mois, comme des centaines d'autres services d'urgence, précisément pour dénoncer cela.

« On travaille dans une tension extrême », déclarait dernièrement une infirmière. « Dans le service, il ne reste plus que sept médecins titulaires, alors qu'ils étaient 25 il y a encore quelques mois », ajoutait une de ses collègues. Parmi les 260 services d'urgence actuellement en grève, celui de l'hôpital de Mulhouse est l'un des plus débordés, au point que de nombreux médecins urgentistes le quittent devant l'impossibilité de faire leur travail correctement. Début septembre, une urgentiste de

l'hôpital de Mulhouse expliquait sur France 3 Alsace les raisons qui l'avaient poussée à démissionner après moins d'un an d'activité. « Je suis épuisée et apeurée par ce qui risque d'arriver », disait-elle. Et d'ajouter : « On fonctionne sur vingt-quatre heures. En général, on prend notre poste à 8h30 jusqu'au lendemain matin 8h30. Ou on peut également travailler en deux équipes par jour. » Cette urgentiste concluait ainsi : « Aujourd'hui on met en danger la vie de nos patients parce qu'on n'est plus assez nombreux pour les prendre en charge correctement et le risque est qu'il y en ait qui décèdent par manque de personnel, médical ou paramédical. »

Le personnel des Urgences et du Samu a mille fois raison de continuer à s'opposer à la politique du gouvernement qui refuse de débloquer les moyens humains et matériels nécessaires pour remédier au problème.

Aline Rétesse

Auxiliaires de vie – Somme : pas de travail sans paye

Les 130 auxiliaires de vie employées par l'association du Vimeu vert, dans la Somme, s'occupent de 300 personnes âgées dispersées dans les villages de la région.

Invoquant ses difficultés économiques, l'association qui les emploie avait cessé de verser les salaires depuis août.

Après les demandes d'explications et les protestations des salariées, le président du Vimeu vert a consenti à utiliser les derniers fonds de l'association pour payer un tiers des salaires d'août le 12 septembre, y ajoutant un appel à la responsabilité des auxiliaires pour qu'elles continuent à travailler, au nom du bien-être des personnes âgées et de la sauvegarde de l'agrément de l'association. Pour ces salariées à temps partiel, dont les salaires entiers plafonnent entre 800 et 900 euros, cela signifiait

donc aller travailler pour 250 à 350 euros !

Malgré l'éclatement géographique et le manque de contact inhérents à leur profession, plusieurs dizaines de travailleuses se sont retrouvées pour demander des comptes à leur employeur : « Oui, on aime notre métier et on n'a pas envie de laisser des personnes âgées sans soins, témoignaient deux d'entre elles, mais quand on n'a plus d'argent pour nourrir ses enfants, que les prélèvements ne sont pas honorés, promettant des agios, comment on fait ? Nous donner un tiers du salaire, c'est juste assez pour mettre l'essence et continuer ! On ne peut pas travailler gratuitement ! »

Pour expliquer ses

difficultés financières, le président de l'association du Vimeu vert a pointé du doigt la gestion précédente et, surtout, la baisse des subventions du département et le refus de la banque de lui autoriser un découvert plus important.

Il est vrai que les services à domicile devraient être des services publics, directement pris en charge par l'État, au lieu d'être transférés aux collectivités locales, qui elles-mêmes les sous-traitent à des associations, sans que les financements suivent. Sans parler des cas où lesdites associations sont des entreprises privées pures et simples, dont le seul but est de faire du profit sur ce marché en plein développement.

Mais, comme l'affirmait une des auxiliaires en colère : « Ce n'est pas en



Réunion des auxiliaires de vie du Vimeu.

baissant la tête et en acceptant le chantage que nous aiderons les personnes dont nous nous occupons. Nous voulons notre argent, c'est juste légitime. » Et si le département a fini par débloquer 100 000 euros en urgence et l'association par

payer les salaires d'août et s'engager à verser la moitié de ceux de septembre, c'est parce que les travailleuses se sont fait entendre et, pour plusieurs d'entre elles, ont porté l'affaire devant les Prud'hommes.

Correspondant LO



Lors d'une précédente manifestation.

Amiante : manifestation nationale des victimes

« À l'école, à l'hôpital, au travail, l'amiante tue. Éradiquons ce poison pour éviter de nouvelles victimes ! »

Vingt-deux ans après l'interdiction de l'utilisation de l'amiante en France, il reste des millions de tonnes de matériaux amiantés. Ils se dégradent et mettent en danger les élèves, les travailleurs, les locataires des HLM. L'exposition à l'amiante est et restera pendant encore plusieurs décennies un sujet majeur de santé publique.

Certes, en 2019, grâce à l'action tenace des associations de victimes de l'amiante, des avancées réglementaires et de jurisprudence ont été obtenues. C'est le cas pour l'extension du préjudice d'anxiété aux travailleurs d'entreprises ne figurant pas sur la liste

des établissements bénéficiant de l'Acaata (allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) mais néanmoins exposés. Ils ont désormais le droit de faire reconnaître un préjudice d'anxiété auprès des tribunaux et une indemnisation par l'employeur au titre de l'obligation de l'exposition fautive. De même, il est positif que, depuis le 11 septembre 2019, l'accès à ce préjudice soit élargi aux salariés exposés à d'autres substances cancérigènes. Cela grâce notamment à la longue lutte et à la persévérance des mineurs retraités de Lorraine.

Mais il ne faut pas oublier que le sabotage

de l'instruction du procès pénal des victimes de l'amiante continue avec les ordonnances de non-lieu prononcées dans les dossiers des usines Eternit et de Condé-sur-Noireau. À ce jour, aucun responsable politique, aucun patron n'a été condamné pour ce drame sanitaire qui continue chaque année à faire des milliers de victimes. Les travailleurs doivent manifester pour dénoncer ce scandale.

Correspondant LO

Lutte ouvrière s'associe à l'appel de l'Andeva (Association nationale des victimes de l'amiante) **à manifester : vendredi 11 octobre à 14 heures à Paris, départ de la place Saint-Sulpice.**

Septembre-octobre 1989 : les usines Peugeot de Mulhouse et Sochaux en grève pour les salaires

Il y a trente ans, une grève de sept semaines a touché les deux plus grosses usines du groupe PSA dans l'Est, Mulhouse (12 000 ouvriers) et Sochaux (23 500 salariés, dont 16 000 ouvriers). Elle survenait dans un contexte de mécontentement grandissant sur les salaires, bloqués depuis 1982 par le gouvernement Mitterrand-Mauroy, auquel participaient des ministres communistes.

La revendication des ouvriers est alors 1 500 francs d'augmentation mensuelle (ce qui représenterait aujourd'hui 360 euros). Face aux grévistes, Calvet, PDG depuis 1982, déclare cyniquement à la télévision qu'il consent 1,7 % d'augmentation « et pas un centime de plus ». Cela pour des salaires de l'ordre de 4 800 francs net au bas de l'échelle (ce qui représenterait 1 030 euros aujourd'hui). Alors que lui-même s'est accordé, comme le révèle Le Canard enchaîné pendant la grève, 46 % d'augmentation de « salaire ». Ce qui renforce encore la solidarité de tous les travailleurs du pays qui suivent avec attention le combat des grévistes de Peugeot.

La grève démarre à Mulhouse...

Au retour des congés, des militants CGT des ateliers de Carrosserie font circuler une pétition pour les 1 500 francs. Elle est signée massivement. Le 1^{er} septembre, en fin de poste, un petit secteur de 30 ouvriers débraye et remet ça la semaine suivante pour entraîner d'autres. Mardi 5 septembre, ils se retrouvent à 400 de l'équipe du matin qui attendent ceux de l'après-midi ; une partie se joint à eux, pour former un cortège qui grossit en passant dans les ateliers de l'usine. Le soir, ils sont 1 700 travailleurs. La grève prend son envol : il y a 3 000 grévistes le mercredi, 4 000 vendredi 8 septembre. Ils votent la grève en assemblée générale et crient : « À Sochaux, à Sochaux », la maison mère.

Les dirigeants syndicaux, d'accord sur rien sauf sur le fait qu'il leur revient de diriger le mouvement, s'y opposent en expliquant qu'il n'y a pas d'argent pour aller à Sochaux, qu'il y a des risques de provocation, etc. Les jours suivants, les grévistes tournent dans les ateliers vidés des non-grévistes par la direction. Jeudi 14 septembre, passant outre les consignes syndicales, ils occupent la Carrosserie : aucune 205, la

voiture vedette de Peugeot, n'en sort.

... et à Sochaux

Depuis le début des débrayages à Mulhouse, plusieurs dizaines de militants et d'ouvriers de Sochaux veulent les rejoindre. Vendredi 8 septembre, le coup d'envoi est donné par le débrayage de 120 ouvriers de Carrosserie, appelés par des délégués CGT, et d'un petit secteur de professionnels. Mercredi 13, plus de mille ouvriers des deux équipes de Carrosserie débrayent. Deux jours plus tard, 3 300 ouvriers sont réunis en assemblée générale et la grève démarre véritablement. Comme à Mulhouse, c'est la CGT qui dirige le mouvement, aux côtés de la CFDT qui, de son côté, ne réclame que 500 francs et FO, très lié à la direction, 250 francs.

Pendant plus de cinq semaines, 1 000 à 1 500 grévistes, essentiellement de Carrosserie, se retrouvent dans l'atelier en assemblée générale.

La Carrosserie est le centre vivant de la grève. Le cortège de grévistes tourne tous les jours des heures autour des chaînes, en s'adressant aux intérimaires, aux non-grévistes, en interpellant les « jaunes » venus d'ailleurs, encadrés par la maîtrise, parfois plus nombreuse que les grévistes. Ceux-ci prennent moralement le dessus : ce sont les cadres de droit divin Peugeot qui sont dans leurs petits souliers, voire piquent des crises de nerfs, et cela ne



s'oublie pas !

Les manifestations fréquentes dans les rues de Montbéliard et aussi de Mulhouse regroupent, surtout au début, plusieurs milliers de participants. Les ouvriers, grévistes ou non, déclinent sur des affichettes la revendication des 1 500 francs. C'est du jamais vu depuis 1968.

Le succès des collectes, organisées partout dans le pays par les organisations syndicales, et surtout la CGT, témoigne du soutien rencontré par la grève. Ajouté aux aides financières des mairies, cela aide à tenir.

Négociations ou pas, la grève tient bon

Dès le début de la grève, les syndicats se mettent à la tête du mouvement, et la direction de la grève ne leur sera jamais contestée. À Mulhouse, le 18 septembre, les syndicats affrètent un train spécial qui emmène 1 200 ouvriers à Paris pour manifester au siège de

PSA, où Calvet refuse de les recevoir.

Le 20 septembre, après que la direction a fait évacuer la Carrosserie, l'usine de Mulhouse est totalement bloquée par des piquets de grévistes. Une délégation de 150 grévistes de Sochaux, avec l'accord de leur assemblée générale et malgré les réticences de quelques dirigeants syndicaux, leur rend visite.

Sous la pression de 1 500 grévistes, qui veulent bloquer l'usine de Mulhouse, les syndicats proposent de bloquer seulement la Forge, où les cadres doivent battre en retraite. La direction réagit en entamant 84 procédures de licenciement, mais cela n'entame pas la détermination des grévistes. De son côté, la justice autorise Peugeot à faire appel à la police pour évacuer la Forge. L'occupation de celle-ci devient un défi à l'autorité du patron, qui promet des négociations... si les grévistes l'évacuent, ce qu'ils

refusent.

À Sochaux, les grévistes discutent en assemblée générale de l'occupation de la Forge et décident d'aller manifester à Mulhouse. Un millier d'entre eux vont manifester au tribunal.

Après plusieurs semaines de tentatives infructueuses pour entraîner avec eux la majorité des travailleurs de leurs usines, les grévistes de Peugeot sentent que le rapport de force n'existe pas pour imposer l'augmentation de 1 500 francs pour tous. Le mouvement a eu en commun, à Mulhouse et à Sochaux, un démarrage laborieux, puis un sommet de participation à la fin de la première semaine, et enfin une stabilisation autour de 1 500 grévistes par centre, ce qui sur Sochaux a représenté moins de 10 % de l'effectif ouvrier.

Même en restant une minorité, les grévistes ont tout de même obligé Calvet à augmenter au moins les plus bas salaires de 400 francs (soit 90 euros d'aujourd'hui) pour l'ensemble du groupe PSA et à lever les sanctions contre les grévistes. Le principal motif de satisfaction n'est pourtant pas là : c'est celui d'avoir surmonté la crainte, dans une entreprise où d'ordinaire même la simple activité syndicale se heurte à bien des difficultés. « On a vaincu la peur, défié le patron et son encadrement et on a gagné en solidarité, en amitié, en dignité » déclare un gréviste. Et, comme le dit un autre : « Ça, ça vaut plus qu'une paye. »

Correspondant LO



Continental AG : 20 000 suppressions d'emplois

Le 25 septembre, Elmer Degenhart, président du directoire de Continental AG, 243 000 salariés, annonçait, au siège de la compagnie à Hanovre, 20 000 suppressions d'emplois déjà arrêtées dans le monde afin, disait-il, « d'améliorer et de développer la rentabilité et la profitabilité de Continental ».

Ce n'est sans doute pas un hasard si cette première charrette concerne surtout les usines allemandes du groupe, avec 7 000 suppressions sur 61 000 emplois, soit près de 13 % des effectifs. C'est à Francfort que sont cotées les actions de Continental, et il s'agit d'abord et avant tout de faire monter la valeur de l'action en donnant un « message positif » aux actionnaires présents et à venir.

Continental ne peut absolument pas se prévaloir de quelconques difficultés économiques pour fermer à court terme sept usines dans le monde, dans tous les secteurs d'activité, y compris dans la branche pneumatique, la plus profitable du groupe. Trois milliards de bénéfices sont annoncés chaque année, sans compter les réserves insondables d'un groupe qui, en passant, annonce qu'il a 5 milliards sous le coude dont il ne sait pas quoi faire pour le moment.

De plus, le président du directoire prévient qu'il ne s'agit que d'un début et que « plusieurs autres projets sont en préparation et seront annoncés au fur et à mesure ». Il y a par exemple sur la sellette la moitié des 3 000 travailleurs de Continental dans la région de Toulouse : depuis la division en deux des usines du secteur, ils se trouvent privés de travail, afin sans doute de les mettre en condition pour les mauvais coups qu'on leur prépare. Toutes les usines sont menacées car Degenhart précise : « Nous pourrions procéder à l'externalisation de certaines de nos activités... et au transfert des fabrications dans d'autres usines Continental pour répondre au besoin d'augmenter notre compétitivité. » Et il ajoute : « Comme en 2009, nous sortirons de cette crise plus forts qu'avant. »

En 2009, sans plus de difficultés qu'aujourd'hui, la méthode du groupe avait été d'annoncer la fermeture

de trois usines de fabrications en France, Clairoix, Asnières et Rambouillet, 2 000 licenciements secs, plus la fermeture de Stöcken en Allemagne, 800 ouvriers jetés à la rue. Après ces licenciements, le cours de l'action a été multiplié par 25 en quelques années et la famille Schaeffler a non seulement pu éponger sa dette de 12 milliards contractée pour l'achat de Continental, mais elle est devenue la première fortune d'Allemagne. Continental a été classé par la presse allemande comme l'entreprise industrielle la plus rentable d'Allemagne, « à l'égal des industries du luxe ».

Le groupe Continental veut se recentrer sur les secteurs capables de lui assurer une rentabilité égale ou supérieure à 15 %, comme le pneumatique. Dans les usines, comme à Sarreguemines, les investissements les plus vitaux sont supprimés, il faut suer du profit au moindre coût. Les dirigeants veulent aussi mettre les travailleurs en compétition les uns avec les autres, en classant les usines et en promettant la fermeture aux usines les moins bien classées.

Les salariés de Continental ont déjà montré qu'ils pouvaient se battre. L'avenir est là. Dans la conscience que tous les travailleurs, quel que soit leur pays, leur usine et même leur patron, ont un combat commun à mener, et qu'ils ont la force d'inverser le cours des choses.

Correspondant LO



Débrayage en 2018.

Euralis – Yffiniac : assez des salades de la direction !

Jeudi 26 septembre, plus de 200 personnes de l'usine Euralis (ex-Stalaven), qui fabrique des salaisons, plats cuisinés et salades, et qui se targue d'avoir les meilleurs ouvriers de France, ont débrayé sur le site d'Yffiniac, près de Saint-Brieuc.

Il y a un an, la direction d'Euralis avait supprimé plusieurs centaines d'emplois sur le groupe, dont plusieurs dizaines de postes à Yffiniac. Depuis, la promesse d'embaucher 22 personnes en CDI après les congés d'été 2019 n'a pas été tenue, mais en revanche l'emploi en intérim a fortement augmenté : 40 % en production dans certains secteurs.

Alors, le débrayage à l'initiative de la CFDT, seul syndicat présent dans l'usine, était dans l'air depuis un moment, d'autant que le courrier syndical envoyé auparavant à la direction était resté sans réponse.

Pendant deux heures, près de la moitié de l'effectif a tenu à exprimer son ras-le-bol : ras-le-bol des cadences et de la précarité, ras-le-bol du comportement de certains chefs, ras-le-bol de la paperasserie à remplir pour la moindre anomalie, ras-le-bol des explications et des pressions pour atteindre les objectifs...

Une réunion a eu lieu dès le jeudi après-midi. Comme quoi, il n'y a rien de mieux qu'une action collective pour secouer la direction de sa léthargie. Et le personnel est prêt à recommencer s'il le faut, pour changer un peu l'ambiance.

Correspondant LO



En 2009.

PSA – Poissy : une équipe, des mensonges

À l'usine PSA de Poissy, 3 300 travailleurs dont plus de 500 intérimaires fabriquent la DS3 Crossback et l'ancienne 208 destinée à l'exportation hors Europe. Depuis juillet, la direction emploie les grands moyens pour tenter de convaincre les travailleurs en CDI de partir dans le cadre du plan de départs volontaires, en clair d'accepter de se licencier volontairement. Elle n'arrive pas à convaincre malgré ses pleurs sur des prétendues difficultés financières.

Elle a essayé de dramatiser la situation du groupe PSA, alors que tout le monde sait que les actionnaires sont riches à milliards. Puis, elle a annoncé comme une conséquence directe de cette situation, le démantèlement de l'équipe de nuit, prévu depuis cinq ans, mais repoussé régulièrement car les voitures se vendaient comme des petits pains. La

conséquence de la suspension de l'équipe de nuit est le licenciement des 500 travailleurs intérimaires. Pour renforcer l'inquiétude causée par ces licenciements, la direction a fait courir la rumeur puis a annoncé officiellement que l'usine passerait en une seule équipe en février 2020. Mais elle n'arrive pas à cacher le caractère provisoire de cette

situation. En effet, dès 2021, l'usine est destinée à fabriquer un nouveau modèle Opel et il y aura donc du travail par-dessus la tête.

Puisque les travailleurs ne se précipitent toujours pas dans les structures mises en place par la direction pour les renseigner sur les modalités de départ, elle a organisé – sur le temps de travail – des rendez-vous collectifs où tous les salariés sont allés. Cela faisait une heure de moins sur la chaîne... Dans ces entretiens collectifs, les travailleurs ont naturellement posé leurs questions pleines de sens : « Qu'est-ce que je peux espérer trouver comme boulot à 50 ans ? Esquinté comme je suis par

le travail en chaîne, quel est le patron qui va vouloir de moi ? » Questions restées bien sûr sans réponses.

Espérant motiver les salariés, la direction a envoyé au domicile de chacun un courrier avec le calcul individualisé du montant auquel il aurait droit s'il décidait de partir. Pour un ouvrier avec 24 ans d'ancienneté et un salaire de 2 000 euros brut, cela fait environ 49 000 euros net. Beaucoup de travailleurs ont comparé leur somme et cela les a encore plus convaincus de ne pas partir. Les sommes ont été jugées très faibles. Étant donné les six millions de chômeurs, la baisse des indemnités chômage et le durcissement des

contrôles des chômeurs, les travailleurs dans leur écrasante majorité ne sont pas décidés à vendre leur CDI pour tenter l'aventure.

L'objectif de toute cette propagande de la direction est simplement de tenter de vider l'usine des travailleurs en CDI pour ensuite remonter des équipes de production composées majoritairement de travailleurs intérimaires.

Les milliards d'euros de profit accumulés par PSA, deux milliards rien que pour le premier semestre 2019, doivent servir à maintenir tous les emplois, CDI comme intérimaires.

Correspondant LO

Clinique Ambroise Paré – Toulouse : grève pour des moyens

Depuis vendredi 27 septembre les salariés de la clinique Ambroise Paré de Toulouse sont en grève, tous services confondus. Ils réclament l'arrêt des restructurations et des suppressions de postes, le remplacement du personnel absent, des plannings corrects et une revalorisation salariale.

Des sages-femmes aux brancardiers, le mécontentement est général : quatre restructurations en trois ans, des plannings qui changent sans arrêt sans prévenir le personnel, des changements de poste le jour même. À partir

du 1^{er} novembre, les ASH (agents de service hospitalier) devront assurer aussi la distribution des repas, sans renfort. En cas de refus, trois postes seront supprimés. Quant aux salaires de tous, ils sont au ras des pâquerettes, avec cette



année une prime de participation de... 2,20 euros ! Comme disent les grévistes, ils osent tout.

La direction a refusé un service minimum et a assigné tout le personnel, avec l'accord du préfet. Ce qui n'a pas découragé les grévistes, qui viennent sur leurs repos manifester en nombre devant l'entrée, soutenus par les nombreux gestes de sympathie de tous ceux qui passent devant la clinique. Aussi l'accréditation (procédure d'évaluation par la Haute autorité de santé), qui devait avoir lieu mardi 1^{er} octobre, a été reportée.

La clinique, qui pratique de nombreux dépassements d'honoraires, appartient au groupe Elsan, deuxième groupe de cliniques privées en France, avec 120 établissements de santé. Il a largement les moyens de satisfaire les revendications des salariés !

Correspondant LO



Hôpital de Beaumont-sur-Oise : le comité de défense mobilisé

Vendredi 27 septembre, le meeting de défense de l'hôpital de Beaumont-sur-Oise/Méru/Saint-Martin-du-Tertre a rassemblé près de 200 personnes.

Comme partout dans le pays, l'hôpital de Beaumont-sur-Oise, qui dessert une population de 180 000 habitants, est sur la sellette. Depuis des années, l'application du système de tarification à l'acte a entraîné un déficit chronique et artificiel de 10 millions, pendant qu'à quelques kilomètres la clinique privée Conti prenait de l'extension, soutenue par la prise en charge de 30% de ses investissements par les deniers publics.

Le projet de réorganisation des cinq hôpitaux du Groupement hospitalier de territoire du secteur prévoit la suppression de 300 emplois, à travers la fermeture des trois plus petits établissements, la suppression de services entiers dans les autres, et le développement à marche forcée de la chirurgie ambulatoire, ce qui a pour avantage pour le budget de réduire l'activité nocturne des établissements.

L'hôpital de Beaumont a perdu ses huit lits de réanimation et quatre lits de soins intensifs. Les patients concernés sont désormais orientés sur celui de Pontoise, à près d'une heure de route. Cela occasionne une prise en charge supplémentaire par les pompiers, déjà en sous-effectif et débordés. Sans compter que l'hôpital de Pontoise est déjà saturé.

La mobilisation contre cette dégradation importante, démarrée il y a plus d'un an, a déjà été marquée par plusieurs manifestations importantes. Même si la direction a concédé le maintien d'une activité de pédiatrie, le combat est loin d'être gagné.

Le comité de défense organise une nouvelle manifestation le mardi 15 octobre devant le ministère de la Santé, pour interpeller directement Agnès Buzyn.

Correspondant LO

CHU de Rennes : le mouvement se renforce

Dans plusieurs secteurs du CHU de Rennes, les travailleurs se mobilisent. Les revendications des uns ou des autres portent sur les conditions de travail, le remplacement des absences, une amélioration des rémunérations, la titularisation des contractuels, les plannings, etc.

Les services de Gériatrie de l'hôpital étaient en grève mercredi 25 et jeudi 26 septembre. La grève des Urgences, qui touche plus de 250 établissements dans le pays, dure maintenant depuis six mois.

Jeudi 26 septembre, des délégations de ces deux secteurs mobilisés se sont retrouvées pour défendre ensemble leurs revendications devant l'entrée des Urgences. Ils ont été rejoints par des salariés de

Pneumologie, confrontés également au problème du manque de moyens pour soigner correctement les patients. D'autre part, les agents du service de sécurité étaient également en grève contre leurs futurs plannings.

Le rassemblement a réuni 45 personnes. Par conséquent, il a été décidé de se retrouver la semaine suivante. Et mardi 1^{er} octobre, 120 personnes se sont rassemblées venant

de ces secteurs, mais aussi d'autres services, dont les brancardiers, qui prévoient également de faire grève. Tout le monde apprécie de se retrouver ensemble, indépendamment des services et des fonctions des uns et des autres. Les manifestants ont défilé jusqu'à la direction, qui leur a proposé de discuter pour la énième fois, sans apporter de réponses concrètes.

Il est prévu de se mobiliser à nouveau ensemble mardi 8 octobre, lors de la journée nationale d'action du personnel des Ehpad et des services de soins à domicile.

Correspondant LO

Maternité de Tourcoing : allez accoucher ailleurs !

Depuis le 25 septembre, faute de gynécologues, il n'y a plus d'accouchements à la maternité de l'hôpital Dron à Tourcoing, dans le Nord. C'est pourtant une grosse maternité, qui réalisait 1 700 accouchements par an.

Les futures mamans doivent aller accoucher ailleurs, mais les maternités les plus proches, celles de Roubaix et Lille, sont déjà très saturées : le personnel y est déjà notablement insuffisant. La maternité de Lille vient d'ailleurs d'être obligée de supprimer la moitié des lits de Gynécologie pour

accueillir les mamans.

La direction du centre hospitalier de Tourcoing se veut rassurante, elle dit que « c'est temporaire », mais en fait, elle n'en sait rien. En tout cas, depuis le 26 septembre, du matériel, des lits quittent la maternité de Tourcoing pour celle de Roubaix, et une bonne

partie des sages-femmes, infirmières et auxiliaires de puériculture partent travailler à Roubaix pour pallier le surcroît de travail, comme le dit la direction.

Le personnel de la maternité a, dans un premier temps, été un peu abasourdi par cette fermeture. Mais les langues commencent à se délier et un nombre important de travailleurs commencent à se réunir et parlent de s'organiser pour se défendre.

Pourquoi en est-on arrivé là ? Un obstétricien le

disait à *La Voix du Nord* : « C'est une grosse catastrophe qui était annoncée depuis un moment », car la situation est désastreuse dans la plupart des maternités de la région et même du pays. Pour se dédouaner, l'Agence régionale de santé dit qu'il manque des médecins obstétriciens. Évidemment, on ne les a pas formés !

Mais il y a pourtant des sages-femmes formées, des infirmières qui sortent des écoles, on peut former des aides-soignants, et pourtant tout ce personnel est

aussi en nombre notablement insuffisant dans les maternités.

Cette situation est en fait le résultat de la politique d'économies menée par les différents gouvernements, de gauche et de droite, qui se sont succédés, et que le gouvernement Macron a accentuée.

Les travailleurs des maternités et des hôpitaux, et l'ensemble de la population, en paient aujourd'hui les conséquences.

Correspondant LO

Michelin - Cholet : le chantage se met en route

Lundi 16 septembre, la presse nationale et locale citait des extraits d'un document interne au groupe Michelin, qui plaçait quatre usines françaises sur la sellette pour cause de « nette dégradation de leur compétitivité ».

Sur le site de Cholet, l'un des quatre sites Michelin montrés du doigt, chacun attendait donc les annonces précises que la direction ferait le jeudi 18 septembre, dans le cadre d'un CSE (comité social et économique) extraordinaire. La rencontre avec les syndicats de l'entreprise n'a en fait été l'occasion d'aucune annonce précise. Le directeur de l'usine de Cholet s'est contenté d'expliquer son timing : jusqu'à la fin du mois, partager le diagnostic avec les syndicats ; et à partir de début octobre, partir à la recherche de solutions...

Sur le diagnostic que fait le patron, il n'y aura pas de révélations. Les dirigeants du groupe Michelin, numéro 2 mondial du pneu, ont peur de se faire voler des parts de marché par les gros concurrents habituels, à savoir (dans l'ordre décroissant) Bridgestone, Goodyear, Continental et Pirelli. Et ils craignent la compétition de petits producteurs qui montent, de marques asiatiques notamment.

Des parts de marché en moins, ce serait des ventes, un chiffre d'affaires et des profits en moins, donc des dividendes en moins pour les actionnaires. Or le rôle du PDG est précisément de défendre leurs intérêts à tout prix. Il s'agit donc pour lui, en ce moment, de voir comment faire produire plus par les ouvriers, sans les payer plus, voire en supprimant des emplois pour diminuer la part des salaires.

Dans sa guerre commerciale avec les concurrents, Michelin voudrait enrôler les travailleurs, les utiliser comme fantassins, comme chair à profit. C'est pourquoi dans les prochaines semaines, à l'usine de Cholet et dans les autres sites épinglés comme pas assez rentables, les directions vont lancer des groupes de travail, où les salariés auront à faire eux-mêmes des propositions pour améliorer la productivité de l'usine.

On sait ce que valent de telles initiatives : dans le public comme dans le privé,

il s'agit de rendre les travailleurs complices de leur propre exploitation, en leur demandant de réfléchir eux-mêmes à des aménagements de postes et d'horaires, dont les seuls qui seront retenus seront évidemment ceux qui font baisser les coûts, donc grimper les bénéfices patronaux.

Les salariés de Michelin n'ont aucune raison de se passer ainsi la corde au cou. Bien sûr, la direction du groupe souffle le chaud et le froid. Le directeur du site de Cholet a même poussé le cynisme jusqu'à déclarer dans la presse locale qu'il tenait à rassurer les salariés ! En fait, lui et ses semblables veulent alimenter l'angoisse, voire la panique, et pousser les ouvriers à accepter de nouveaux reculs de leurs conditions de travail, en leur faisant miroiter que telle est la condition pour assurer la pérennité des emplois.

Mais c'est un chantage indigne, et c'est mensonger. Dans ce contexte de crise, les patrons eux-mêmes ne savent pas de quoi demain sera fait. Leur seule obsession est de faire suer aux ouvriers un maximum de profits tant que les pneus se vendent, quitte à aller



Dans la manifestation du 24 septembre.

placer leurs capitaux ailleurs si le marché n'est plus assez porteur.

Pour les travailleurs, accepter des horaires d'équipes encore plus insensés ou des cadences encore plus folles ne sera donc jamais la garantie de conserver leur emploi et leur salaire, seulement un coup de pouce à la famille Michelin pour qu'elle se maintienne dans le peloton de tête des milliardaires français. Combien de salariés ont cédé aux injonctions patronales, en espérant sauver leur gagne-pain, pour se retrouver jetés à la fin comme des malpropres ?

Heureusement, les calculs de la direction ne marchent pas à tout coup. Il y a quelques mois, elle avait certes réussi à faire avaliser des changements d'horaires

dans l'atelier Z, suite à la mise en place de groupes de travail. Il n'a pas fallu longtemps aux ouvriers de l'atelier pour réaliser le recul que ces rythmes représentaient sur le plan de leur santé, et pour rejeter la sale potion du patron.

Dans l'usine, des travailleurs, choqués par la façon dont la direction essaye de les mener en bateau, voulaient débrayer le mardi 24 septembre pour exprimer leur protestation, et se joindre à la manifestation prévue ce jour-là pour la défense des retraites. Une bonne occasion en effet de redresser la tête, et d'exprimer une colère que partagent aujourd'hui tant de travailleurs, tous secteurs confondus.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal octobre 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org



Manifestation de migrants après l'incendie.

Grèce : l'incendie de Moria, résultat d'une politique barbare

Une femme et son nouveau-né sont morts dans l'incendie du camp de réfugiés de Moria, sur l'île de Lesbos. Dix-sept blessés ont été transportés à Mytilène, la capitale de l'île.

Les hypothèses sur l'origine de la tragédie sont diverses: elle serait due à un petit commerce ambulante ou à une rixe, comme il en éclate régulièrement. Mais, quoi qu'il en soit, cette catastrophe s'explique d'abord et surtout par les conditions épouvantables de survie dans ce camp.

Prévu pour héberger 3 000 personnes sur les lieux d'un ancien établissement militaire, il en compte maintenant 13 000. Aux bâtiments et containers depuis longtemps surpeuplés se sont ajoutés des tentes et des abris de fortune construits de bric et de broc par les réfugiés eux-mêmes. Une promiscuité permanente, un environnement de poubelles, de rues défoncées, de chaleur extrême en été, de pluie et de froid en hiver: c'est tout ce qu'offre le plus grand centre d'accueil et d'identification de Grèce où, comme le dénonçait l'un des réfugiés, il faut faire trois à quatre heures de queue

pour manger et une heure au moins pour se doucher ou aller aux toilettes. Les réfugiés peuvent y attendre pendant des mois la réponse à leur demande d'asile.

Cette catastrophe a entraîné une émeute, d'autant plus que la police a été plus rapide à arriver sur le site, avec ses grenades lacrymogènes, que les pompiers.

Les organisations humanitaires réclament, comme les réfugiés eux-mêmes, leur transfert sur le continent dans des lieux enfin dignes d'être humains. Le gouvernement envisage, certes, des transferts en Grèce continentale, mais dans des centres fermés. Il veut surtout accélérer les procédures pour renvoyer au plus vite vers la Turquie, d'ici 2020, dix mille migrants déboutés du droit d'asile, et renforcer les contrôles aux frontières et en mer pour les repousser vers leur pays d'origine.

La Grèce a accueilli environ 70 000 migrants. Depuis

quelques mois, les arrivées se sont accélérées, dont une large majorité (65 %) de femmes et d'enfants. En 2016, le gouvernement turc, qui héberge plus de 4 millions de réfugiés, avait signé un accord avec l'Union européenne. Il acceptait de rester le garde-frontière de l'Europe moyennant une subvention dont, la crise économique s'intensifiant, il exige maintenant l'augmentation. La mauvaise volonté des gouvernements européens explique sans doute son moindre zèle à jouer les gardes-chiourme.

Les migrants sont victimes du marchandage d'Erdogan et de la politique sécuritaire et policière du gouvernement de Mitsotakis, qui reproche à Tsipras de n'avoir reconduit à la frontière que 1 800 personnes en trois ans. Mais les réfugiés sont surtout victimes de la politique des grandes puissances européennes qui les relèguent le plus loin possible de leurs frontières, quitte à ce qu'ils en meurent.

Sylvie Maréchal

Communiqué de Lutte ouvrière Condamnation de Louisa Hanoune: un règlement de comptes politique

Lutte ouvrière tient à affirmer son opposition à la condamnation qui vient de frapper Louisa Hanoune, dirigeante du Parti des travailleurs d'Algérie. La peine de quinze ans de prison ferme a été prononcée après un procès expéditif tenu à huis clos par le tribunal militaire, pour « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre la sûreté de l'État », pour la simple raison qu'elle a participé à une rencontre avec d'autres hommes politiques ou des militaires poursuivis par l'actuel pouvoir algérien. Elle apparaît sans aucun fondement. Sous la pression du mouvement populaire, le dirigeant de l'armée veut donner l'illusion qu'il met fin à la corruption

dans l'appareil d'État, et en même temps il procède à des règlements de comptes politiques. En y mêlant abusivement Louisa Hanoune, dirigeante d'un parti qui se réclame des travailleurs, il veut aussi montrer qu'il s'en prend à toutes les tendances.

Tout en désapprouvant la politique menée par le Parti

des travailleurs d'Algérie, et notamment ses compromissions politiques avec le régime d'Abdelaziz Bouteflika et avec certains clans qui cherchaient à en prendre le relais, Lutte ouvrière dénonce cet amalgame et affirme que cette condamnation n'a pas lieu d'être.

Le 26 septembre 2019

Cercle Léon Trotsky

Algérie: révolte contre le système politique et aspirations sociales

Vendredi 18 octobre à 20h 30

Grande salle de la Mutualité -
24, rue Saint-Victor - Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais: 3 euros

Autriche: la droite en tête, vers quelle alliance antiouvrière ?

Avec environ 37,5 % des voix, le parti conservateur ÖVP est arrivé en tête des élections législatives qui ont eu lieu en Autriche le 29 septembre, tandis que le FPÖ d'extrême droite recule de près de dix points par rapport au scrutin précédent de 2017, où il avait obtenu 26 %.

Le parti social-démocrate SPÖ est également en baisse; avec 21,5 % il réalise son plus mauvais score depuis la création de la République en 1918. Enfin les Verts qui, il y a trois ans, n'avaient pas passé la barre des 4 % nécessaires pour avoir des députés, bénéficient des préoccupations environnementales de bien des électeurs, et remontent à près de 14 % des suffrages.

Dans les négociations qui vont désormais s'engager, toutes les combinaisons gouvernementales sont possibles. L'ÖVP est en effet en situation de reconduire une alliance avec un FPÖ affaibli, qu'il contrôlerait mieux ainsi, ou de revenir à une alliance avec le SPÖ, comme cela a été le cas pendant longtemps, ou encore de gouverner avec les Verts. Cela serait une nouveauté au niveau fédéral, mais les Verts participent déjà sans problème à des gouvernements régionaux avec l'ÖVP, par exemple au Tyrol ou en Haute-Autriche. Ce qui en dit long sur le peu de différences profondes entre tous ces partis habitués à co-gouverner au service de la bourgeoisie.

Ces élections anticipées avaient été occasionnées par l'éclatement, en mai dernier, de la coalition formée depuis 2017 entre l'ÖVP et le FPÖ à la suite d'un scandale compromettant Strache, alors chef du parti d'extrême droite et numéro deux du gouvernement. Il avait été filmé, en caméra cachée, lors d'une tentative de corruption avec une supposée représentante d'un oligarque russe. Et la diffusion de la vidéo sur Internet avait entaché l'image de ce parti qui se voulait le « protecteur de l'Autriche ». Pendant l'été, d'autres révélations sur les frasques de Strache ont suivi: soupçon de corruption avec le trust Casino Austria, notes de frais personnelles falsifiées et non déclarées au fisc.

Alors pour beaucoup, c'est sans doute un soulagement que l'extrême droite ait cette fois nettement reculé et que ses dirigeants rabattent un peu leur morgue. Car Hofer, actuel président du FPÖ après Strache avait

recueilli 46,2 % des suffrages lors du second tour de l'élection présidentielle, il y a trois ans.

Sur le fond, il n'y a pas de raison de se réjouir. D'abord parce que les idées racistes et xénophobes que le FPÖ a véhiculées depuis des années restent présentes, reprises par le candidat de l'ÖVP Kurz pendant sa campagne électorale, même si c'est avec un langage un peu plus policé. Et puis surtout, parce que les attaques contre le monde du travail vont se poursuivre. En un an et demi au pouvoir, Kurz a introduit la journée légale de travail de douze heures, diminué un certain nombre de budgets sociaux et renforcé la discrimination contre les migrants.

Aujourd'hui, un tiers des salariés n'ont plus qu'un contrat précaire. Mais le patronat en veut plus. Déjà, celui du commerce réclame un élargissement des horaires d'ouverture et une baisse massive des cotisations sociales. Quant à celui de la métallurgie, il a entamé les négociations salariales annuelles qui s'ouvrent début octobre avec une déclaration provocatrice: « La fête est finie. » Face à ces nouvelles attaques, les travailleurs ne peuvent avoir d'autre perspective que de faire entendre leur colère et se faire respecter collectivement. Ce qui est sûr, c'est qu'aucun politicien ne le fera à leur place.

Henri Marnier



Manifestation contre la journée de 12 heures.